

Table des matières

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
5	3. À propos de CAE
12	4. Variations du change
13	5. Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires
19	6. Résultats consolidés
22	7. Résultats par secteur
27	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
29	9. Situation financière consolidée
31	10. Regroupements d'entreprises
31	11. Contrôles et procédures
32	12. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

33	État consolidé du résultat net
34	État consolidé du résultat global
35	État consolidé de la situation financière
36	État consolidé des variations des capitaux propres
37	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

38	Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables
39	Note 2 – Regroupements d'entreprises
39	Note 3 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
42	Note 4 – Autres (profits) et pertes
42	Note 5 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition
42	Note 6 – Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
43	Note 7 – Participation gouvernementale
43	Note 8 – Résultat par action
44	Note 9 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
44	Note 10 – Éventualités
44	Note 11 – Juste valeur des instruments financiers
47	Note 12 – Transactions avec les parties liées

Rapport aux actionnaires

CAE inc. annonce des produits des activités ordinaires de 1 020,3 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2023, comparativement à 848,7 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat par action (RPA) s'est établi à 0,25 au troisième trimestre, comparativement à 0,08 \$ par action l'an dernier. Le RPA ajusté⁽¹⁾, qui s'est établi à 0,28 \$ au troisième trimestre, reflète l'incidence positive d'environ 0,02 \$ liée aux gains découlant de la reprise de pertes de valeur d'actifs non financiers à la suite de leur réaffectation et de leur optimisation, comparativement à 0,19 \$ l'an dernier.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 145,9 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 65,5 millions \$ (7,7 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier. Au troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ s'est fixé à 160,6 millions \$ (15,7 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 112,7 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« Nous avons obtenu des résultats robustes au troisième trimestre, grâce à la croissance à deux chiffres dans le secteur Civil, à l'amélioration du secteur Défense par rapport au trimestre précédent et à la rentabilité accrue du secteur Santé », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous nous sommes positionnés sur le chemin de la croissance future, avec des prises de commandes ajustées⁽¹⁾ de près de 1,2 milliard \$, ce qui se traduit par un carnet de commandes ajusté⁽¹⁾ record de 10,8 milliards \$ et un ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ de 1,22. Dans le secteur Civil, nous avons obtenu des commandes d'une valeur de 713 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,38, qui comprennent des accords à long terme à l'échelle mondiale pour nos services de formation et nos solutions logicielles de gestion des opérations aériennes. Nous avons également vendu 14 simulateurs de vol, portant le total à 43 depuis le début de l'exercice. Dans le secteur Défense, nous avons obtenu des commandes pour des solutions d'entraînement et de soutien aux missions d'une valeur de 477 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,05, soit le sixième trimestre d'affilée où ce ratio est supérieur à 1,00. »

À propos des perspectives de CAE, Marc Parent a ajouté : « Nous sommes ravis des perspectives du secteur Civil à mesure qu'il accroît la position de chef de file de CAE dans le secteur, et nous nous attendons à une croissance importante pendant et après la reprise actuelle du marché mondial. La croissance du secteur Défense comparativement au trimestre précédent ainsi que l'élan positif des prises de commandes et du renouvellement du carnet de commandes renforcent notre confiance dans notre vision pour les prochaines années. Le secteur Santé continue de gagner une part de plus en plus importante du marché de la simulation et de la formation, et nous prévoyons que la croissance de son chiffre d'affaires et de son résultat net se poursuivra. Parallèlement, nous continuons à renforcer notre situation financière et sommes en bonne voie d'atteindre notre objectif à l'égard du levier financier, à savoir un ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté inférieur à 3,00 d'ici le milieu de l'exercice 2024. Nous continuons de prévoir une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé de l'ordre de 25 % pour l'exercice en cours et nous confirmons notre objectif à long terme d'un taux de croissance composé du RPA sur trois ans d'environ 25 %. »

Aviation civile (Civil)

Au troisième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 517,4 millions \$, par rapport à 390,1 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 117,2 millions \$ (22,7 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 57,1 millions \$ (14,6 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 131,4 millions \$ (25,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 83,4 millions \$ (21,4 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré neuf simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 73 % pour le troisième trimestre.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats portant sur des solutions de formation d'une valeur de 713,0 millions \$, notamment la vente de 14 FFS, portant le total à 43 FFS à la clôture du troisième trimestre de l'exercice. Parmi les contrats de formation importants, notons des ententes de formation à long terme dans le domaine de l'aviation commerciale avec GOL Airlines et MESA Airlines. Le secteur Civil a également obtenu un contrat de Delux Public Charter LLC (JSX Air) pour une entente de formation à long terme dans le domaine de l'aviation d'affaires. Dans le domaine des solutions logicielles de gestion des opérations de vol, les contrats de formation importants comprennent un contrat d'une durée de cinq ans avec Ethiopian Airlines pour la solution de gestion des équipages et des opérations de prochaine génération de CAE. Depuis la clôture du trimestre, le secteur Civil a également conclu une entente pour ses solutions de gestion des opérations de prochaine génération avec Frontier Airlines.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,38 pour le trimestre et à 1,29 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à un montant record de 5,6 milliards \$ à la fin du trimestre.

Défense et Sécurité (Défense)

Au troisième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 452,5 millions \$, en hausse de 6 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 24,9 millions \$ (5,5 % des produits des

activités ordinaires), par rapport à 16,5 millions \$ (3,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 25,4 millions \$ (5,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 32,0 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 476,7 millions \$ au cours du trimestre, soit le sixième trimestre d'affilée où le ratio valeur comptable des commandes/ventes est supérieur à 1,00, et a continué à enregistrer de nouvelles commandes dans tous les domaines. Dans le domaine aérien, les principales commandes comprennent la fourniture d'un dispositif d'entraînement au vol et de services de maintenance et de soutien logistique pour l'hélicoptère de recherche et de sauvetage CH-149 Cormorant de l'Aviation royale canadienne, la poursuite de l'entraînement des membres d'équipage sur le KC-135 Stratotanker et le C-130H Hercules pour la United States Air Force, et des mises à niveau de dispositifs d'entraînement à l'échelle mondiale pour le chasseur F-16 et l'hélicoptère de transport lourd CH-53G. Dans le domaine terrestre, le secteur Défense a obtenu du financement pour sa solution dans le cadre du programme Joint Terminal Control Training Rehearsal System (JTC TRS), fort du succès du financement déjà obtenu pour une nouvelle capacité d'entraînement des soldats de l'armée américaine dans le cadre du contrat visant le prototype d'entraîneur virtuel du soldat. Le secteur Défense a également obtenu des commandes stratégiques dans les domaines maritime, spatial et cyber, comme en témoignent la prolifération des solutions de CAE en matière d'entraînement aux missions en mode distribué et en réseau dans un environnement cybersécurisé par le biais du programme Simulators Common Architecture Requirements and Standards (SCARS) de la U.S. Air Force et, depuis la fin du trimestre, sa collaboration avec Lockheed Martin sur le programme de navires de combat canadien (NCC).

Le secteur Défense a continué d'accroître son soutien à l'armée américaine en remportant le renouvellement du contrat portant sur son programme d'entraînement sur appareils à voilure fixe. Ce programme prévoit une formation initiale et périodique complète pour plus de 600 pilotes d'appareils à voilure fixe de l'armée américaine et de la U.S. Air Force annuellement au centre de formation CAE Dothan, situé à Dothan, en Alabama. La valeur totale du contrat de base et des options s'élève à environ 250 millions \$ US, et le contrat est en vigueur du quatrième trimestre de CAE jusqu'en 2032. Ce contrat sera donc pris en compte dans les prises de commandes du secteur Défense pour le quatrième trimestre.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,05 pour le trimestre et à 1,25 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant record de 5,1 milliards \$ à la fin du trimestre. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 7,3 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Santé

Au troisième trimestre, le secteur Santé a enregistré des produits des activités ordinaires de 50,4 millions \$, par rapport à 32,1 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 3,8 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 8,1 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 3,8 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires), par rapport à une perte de 2,7 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Santé a obtenu plusieurs contrats de la part d'universités et de collèges pour ses simulateurs de patients évolués et sa plateforme adaptable de gestion de centres. Il a également étendu sa relation avec l'American Society of Anesthesiologists en s'engageant à développer des modules SimSTAT supplémentaires pour le maintien de la certification en anesthésiologie (MoCA).

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 4,9 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2023, essentiellement au titre de l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), et incluant une reprise de pertes de valeur d'actifs non financiers de 9,8 millions \$ à la suite de leur réaffectation et de leur optimisation.

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 252,4 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 309,6 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ ont totalisé 237,7 millions \$ pour le trimestre, par rapport à 282,1 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La diminution traduit en grande partie l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et le repli des paiements versés aux participations mises en équivalence.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 17,1 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 18 %, comparativement à un taux d'imposition effectif de 8 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition a été touché par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, sans lesquels le taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté se serait établi à 19 % pour le trimestre considéré, par rapport à 20 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 63,4 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 073,0 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,74. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 194,6 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 4,17. Le total des liquidités disponibles de CAE au 31 décembre 2022 était d'environ 1,4 milliard \$.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 48,8 millions \$, comparativement à 41,3 millions \$ au trimestre précédent et de 34,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières par rapport aux deux périodes comparatives reflète essentiellement l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos titres d'emprunt à taux variable.

Le rendement du capital utilisé ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 5,5 % pour le trimestre, comparativement à 5,1 % au trimestre précédent et à 6,1 % au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Perspectives de la direction

Depuis 2020, CAE exécute une stratégie de croissance qui, à son avis, lui permettra de sortir de la pandémie avec une entreprise plus grande, plus forte et plus rentable que jamais. Plus précisément, en guise de point de repère sur le chemin de la reprise cyclique et par la suite, la Société vise une marge opérationnelle sectorielle ajustée consolidée d'environ 17 % d'ici à ce que ses marchés se soient généralement ressaisis, ainsi qu'une progression constante par la suite. Elle prévoit atteindre ce niveau de rentabilité grâce à une base d'activités beaucoup plus importante et à une structure de capital postpandémique qui lui permettra de conserver une grande marge de manœuvre pour équilibrer ses investissements dans le futur avec les remboursements de capital à ses actionnaires. La Société vise un taux de croissance composé du RPA sur trois ans (de l'exercice 2023 à l'exercice 2025) de l'ordre de 25 %.

Les obstacles actuels comprennent les restrictions de voyage restantes découlant de la pandémie mondiale, l'incertitude géopolitique, la pire inflation depuis des décennies et les taux d'intérêt élevés. Malgré l'influence sur le moment et le rythme de la reprise du marché que ces facteurs peuvent avoir, la direction maintient une vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années.

Les tendances à long terme attendues sont extrêmement favorables pour les trois secteurs d'activité principaux de la Société. La volonté accrue des compagnies aériennes de confier à CAE leurs activités de formation et de soutien opérationnel numérique cruciales ainsi que leurs besoins en gestion des équipages, l'accroissement de la demande prévue de pilotes et la forte demande de voyages en jets d'affaires sont des éléments positifs durables pour le secteur Civil. La direction estime que le secteur Défense se trouve dans les premières étapes d'un cycle haussier prolongé, stimulé par les tensions géopolitiques et les engagements accrus des gouvernements en matière de modernisation et de préparation de la défense. L'évolution des priorités de défense nationale vers un accent accru sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable et la reconnaissance de la hausse marquée du besoin pour des solutions numériques et synthétiques immersives qui tirent parti des avancées de CAE en matière de simulation et de formation dans le domaine de l'aviation commerciale sont autant de facteurs qui sont favorables au secteur Défense de CAE. Le secteur Santé, quant à lui, est prêt à saisir les occasions découlant de la forte demande de personnel infirmier et de la hausse des occasions d'affaires dans le domaine de la simulation médicale.

La Société est d'avis que la reprise du secteur Civil au niveau d'avant la pandémie ou à des niveaux plus élevés demeurera essentiellement tributaire de l'assouplissement des restrictions de voyage restantes, surtout en Asie, la Chine représentant une composante importante d'une reprise mondiale plus large. Du côté Civil, les résultats robustes dans le domaine de la formation pour l'aviation commerciale en Amérique ainsi que le regain d'activité au chapitre des commandes de FFS constituent un modèle convaincant pour le potentiel d'une reprise mondiale plus large de l'aviation commerciale. D'ici la fin de l'exercice 2023, la direction prévoit une croissance plus élevée du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil d'un trimestre à l'autre en raison de l'augmentation des livraisons de FFS aux clients, des déploiements continus de simulateurs dans le réseau mondial de formation de CAE et de l'augmentation saisonnière de la demande de formation. En plus de continuer à accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services de vol numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer plus de 45 FFS pour l'exercice à des clients du monde entier.

Le secteur Défense de CAE est en passe de devenir plus important et plus rentable, objectif que vise la Société depuis plusieurs années. Au cours des deux dernières années, le secteur Défense s'est taillé une place en tant que plus importante entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, dans les cinq domaines du marché de la défense. Il est particulièrement bien placé pour tirer parti des innovations de CAE en aviation commerciale afin de transformer l'entraînement grâce à l'application d'analyses avancées et de technologies de pointe. Cela devrait accroître le potentiel d'obtention de nouvelles occasions d'affaires dans le monde, accéléré par l'acquisition de L3H MT et par la capacité et la clientèle élargies de cette combinaison. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,25 pour les 12 derniers mois en est la preuve. Les événements géopolitiques actuels ont galvanisé les priorités de la défense nationale aux États-Unis et dans l'ensemble des pays de l'OTAN, et la direction s'attend à ce que l'augmentation des dépenses et la priorité spécifique accordée à l'état de préparation de la défense se traduisent par des occasions supplémentaires pour CAE dans les années à venir. Le secteur Défense devrait continuer à enregistrer de bons progrès au niveau de l'intégration de l'acquisition de L3H MT à l'exercice 2023, et elle prévoit réaliser les synergies de coûts attendues de l'ordre de 35 à 45 millions \$ d'ici l'exercice 2024.

À court terme, le secteur Défense devra reprendre les retards causés par une période prolongée de ratios valeur comptable des commandes/ventes annuels inférieurs à 1,00, surtout pour ses solutions de produits dont la marge est plus élevée. Le secteur Défense prévoit également que les vents contraires macroéconomiques actuels, y compris les défis de la chaîne d'approvisionnement et de la main-d'œuvre, persisteront jusqu'au prochain exercice et que les retards au niveau des commandes se poursuivront, en particulier à la lumière des problèmes potentiels de crédits budgétaires du gouvernement américain. D'ici la fin de l'exercice considéré, le secteur

Défense s'attend à une amélioration des résultats d'un trimestre à l'autre, le temps que certaines commandes retardées se concrétisent, qu'il exécute les programmes du carnet de commandes ajusté et qu'il atténue partiellement les répercussions macroéconomiques par des réductions de coûts internes et des initiatives d'efficacité. CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense pour plusieurs années, grâce à la conversion en revenus des prises de commandes et des soumissions dont la marge est plus élevée, ainsi qu'à la réalisation progressive des synergies liées à l'intégration de L3H MT.

La direction est d'avis que le secteur Santé pourrait accélérer sa création de valeur à mesure qu'il accroît sa part du marché de la simulation et de la formation en soins de santé et poursuit la croissance de son chiffre d'affaires et de son résultat net.

Pour l'exercice en cours, CAE prévoit toujours une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté consolidé de l'ordre de 25 %, surtout au niveau du secteur Civil.

Les dépenses totales d'investissement en immobilisations devraient être d'environ 250 millions \$ pour l'exercice 2023, principalement afin de soutenir des investissements internes fondés sur le marché. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. Ayant récemment conclu un cycle d'investissement de croissance externe plus important que d'habitude au cours des deux dernières années, la direction se concentre maintenant sur des investissements internes en phase avec la demande des clients, l'intégration et l'accroissement des investissements récents, et le désendettement de son bilan. CAE continue de prévoir que son ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté diminuera pour devenir inférieur à 3,00 d'ici le milieu du prochain exercice (l'exercice 2024), moment auquel elle estime être en mesure d'envisager le rétablissement des remboursements de capital aux actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif annuel sera d'environ 22 %.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2023 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail, ainsi que le calendrier et le degré d'assouplissement des restrictions de mobilité mondiales liées à la COVID-19. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. De plus, pour établir ses perspectives pour l'exercice 2023, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2022 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR (www.sedar.com) et sur EDGAR (www.sec.gov).

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

En novembre 2022, CAE a été reconnue comme l'un des 100 meilleurs employeurs au Canada en 2023. Cette désignation prestigieuse récompense les employeurs canadiens qui sont des chefs de file de leur secteur et qui mettent en place des programmes innovateurs pour proposer un milieu de travail exceptionnel à leurs employés. CAE figure également parmi les meilleurs employeurs pour les jeunes au Canada en 2023 pour la troisième année consécutive, et l'un des meilleurs employeurs de Montréal en 2022. CAE a également figuré dans le classement mondial Forbes des meilleures entreprises favorables aux femmes en novembre 2022. En début d'année, CAE a été nommée l'une des meilleures entreprises pour les femmes dans les technologies aéronautiques émergentes par Women and Drones. Ce prix récompense CAE pour son excellente culture, son soutien à la diversité des genres, sa flexibilité permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle, sa rémunération et ses avantages compétitifs, son accès à la formation, à un perfectionnement professionnel continu et à des possibilités d'avancement. CAE a également été nommée à l'Indice Bloomberg de l'égalité des genres pour la cinquième année consécutive, ce qui témoigne d'un engagement fort et continu en faveur de l'égalité des genres et de la transparence des données et met en évidence les investissements réalisés pour favoriser un lieu de travail plus inclusif et équitable. Ce trimestre, CAE a organisé sa deuxième table ronde virtuelle destinée aux fournisseurs, laquelle portait sur l'importance d'une chaîne d'approvisionnement diversifiée afin de rejoindre et de sensibiliser nos fournisseurs quant aux meilleures pratiques ESG. En février 2023, CAE a également organisé son forum de deux jours sur la chaîne d'approvisionnement avec ses partenaires les plus stratégiques afin de discuter des possibilités communes qui permettront de générer ensemble plus de valeur à long terme pour toutes les parties prenantes.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/

(1) Ce rapport comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la rubrique 5 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2022 (qui est intégré par renvoi dans ce rapport) pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

* Ce rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives liées aux questions ESG, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimés, les énoncés relatifs à nos acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre accès aux ressources en capital, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers,

les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position de chef de file dans nos marchés, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Pour plus d'informations veuillez vous reporter aux rubriques « Mise en garde sur les énoncés prospectifs » et « Hypothèses importantes » sous la rubrique 2 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, qui sont intégrés par renvoi dans ce rapport.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 31 décembre 2022

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023

<i>(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)</i>	T3-2023	T3-2022	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Rendement				
Produits des activités ordinaires	1 020,3 \$	848,7 \$	171,6 \$	20 %
Résultat opérationnel	145,9 \$	65,5 \$	80,4 \$	123 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹	160,6 \$	112,7 \$	47,9 \$	43 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	78,1 \$	26,2 \$	51,9 \$	198 %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,25 \$	0,08 \$	0,17 \$	213 %
RPA ajusté ¹	0,28 \$	0,19 \$	0,09 \$	47 %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	252,4 \$	309,6 \$	(57,2) \$	(18) %
Flux de trésorerie disponibles ¹	237,7 \$	282,1 \$	(44,4) \$	(16) %
Liquidités et structure du capital				
Capital utilisé ¹	7 527,8 \$	6 325,0 \$	1 202,8 \$	19 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté ¹	5,5 %	6,1 %		
Total de la dette	3 264,6 \$	2 774,0 \$	490,6 \$	18 %
Dette nette ¹	3 073,0 \$	2 310,5 \$	762,5 \$	33 %
Croissance				
Prises de commandes ajustées ¹	1 240,1 \$	1 377,2 \$	(137,1) \$	(10) %
Carnet de commandes ajusté ¹	10 795,1 \$	9 177,2 \$	1 617,9 \$	18 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	1,22	1,62		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,26	1,21		

NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2023

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2023	T3-2022	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
Rendement				
Produits des activités ordinaires	2 946,8 \$	2 416,3 \$	530,5 \$	22 %
Résultat opérationnel	287,4 \$	190,9 \$	96,5 \$	51 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	346,2 \$	301,8 \$	44,4 \$	15 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	124,3 \$	86,6 \$	37,7 \$	44 %
RPA de base et dilué	0,39 \$	0,28 \$	0,11 \$	39 %
RPA ajusté	0,53 \$	0,55 \$	(0,02) \$	(4) %
Flux de trésorerie disponibles	163,7 \$	153,9 \$	9,8 \$	6 %

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport de gestion, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice* et *2023* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2023;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2022;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 14 février 2023. Il est destiné à améliorer la compréhension de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et des notes qui les complètent pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2022, et doit donc être lu conjointement avec ceux-ci. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du troisième trimestre de l'exercice 2023. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2022 et à nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2022, que vous trouverez dans notre rapport financier de l'exercice clos le 31 mars 2022. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier de l'exercice 2022 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de la Société, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration (le conseil).

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Mesures du rendement

- Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté;
- Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Résultat net ajusté;
- Résultat par action (RPA) ajusté;
- BAIIA et BAIIA ajusté;
- Flux de trésorerie disponibles.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

- Fonds de roulement hors trésorerie;
- Capital utilisé;
- Rendement du capital utilisé (RCU) et RCU ajusté;
- Dette nette;
- Ratio de la dette nette sur les capitaux propres;
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté;
- Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance.

Mesures de la croissance

- Prises de commandes ajustées;
- Carnet de commandes ajusté;
- Ratio valeur comptable des commandes/ventes.

Les définitions de toutes les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la section 5 afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction. En outre, le cas échéant, nous fournissons un rapprochement quantitatif des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières avec la mesure la plus directement comparable selon les IFRS. Veuillez vous reporter à la section 5 pour des renvois vers ces rapprochements.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport de gestion présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- S'il est probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique en général, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, les marchés potentiels estimés, les énoncés relatifs à nos acquisitions de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) et de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), notre accès aux ressources en capital, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les attentes concernant les économies de coûts et les synergies prévues, la solidité, la complémentarité et la compatibilité des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre avec nos activités et nos équipes existantes, les autres avantages prévus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et leur incidence sur notre croissance future, nos résultats d'exploitation, notre rendement, nos activités, nos projets et nos occasions, nos perspectives commerciales, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position de chef de file dans nos marchés, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des termes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, vouloir, devoir, stratégie, futur et des formulations analogues. Tous ces énoncés sont des énoncés prospectifs faits conformément aux dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels dans les périodes futures diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment les risques liés à nos activités et à notre stratégie commerciale, comme l'évolution des normes, l'innovation et la perturbation technologiques, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les estimations de nos occasions sur les marchés, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, le rapport de force et l'empiétement des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les sous-traitants, le détournement de l'attention de la direction, l'intégration des produits, la gestion et l'exécution des programmes, les activités de recherche et de développement (R-D), les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, le carnet de commandes ajusté, le risque de crédit des clients, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités et notre réputation; les risques liés à nos marchés et à la portée internationale de nos activités, comme la portée internationale de nos activités, l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, le conflit armé en Ukraine, les variations du change et les questions fiscales; les risques liés à nos secteurs d'activité et conditions macroéconomiques, comme la concurrence commerciale, les contraintes du secteur de l'aviation civile, l'inflation, le risque continu de crises sanitaires mondiales, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les conditions climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres perturbations (y compris les répercussions des changements climatiques); les risques légaux et réglementaires, comme l'éthique et la conformité, l'attention continue accordée aux questions ESG, les lois et règlements sur l'environnement, les risques liés à la responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par les assurances ou faire l'objet d'indemnisations, de demandes de garantie ou d'autres réclamations sur les produits, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, et les contrôles et enquêtes publics; les risques liés aux technologies de l'information, à la cybersécurité et à la propriété intellectuelle, comme la dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information, les droits en matière de données et la gouvernance des données, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, et la propriété intellectuelle de tiers; les risques liés aux talents et à la main-d'œuvre, comme la gestion des talents, les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques liés aux fusions, acquisitions, coentreprises, alliances stratégiques ou dessaisissements, comme le risque que nous ne gérons pas efficacement notre croissance, les risques liés à l'intégration, la dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations, ainsi que les coûts d'acquisition et d'intégration; les risques liés aux contrôles et aux questions de comptabilité, comme l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, les estimations comptables, le risque de dépréciation et la capitalisation des régimes de retraite; les risques liés à notre dette et à nos liquidités, comme la dette affectée au financement des acquisitions et la capacité de respecter les exigences de service de la dette, la disponibilité du capital, le risque de liquidité et la volatilité des taux d'intérêt; et les risques liés à nos actions ordinaires et à un placement dans nos titres, comme les ventes d'actions ordinaires additionnelles, le cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le rendement du capital investi pour les actionnaires, le statut d'émetteur privé étranger et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants. La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur la performance ou les résultats de CAE. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport de gestion. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées dans notre rapport financier de l'exercice 2022. Les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport de gestion. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans le présent rapport de gestion sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : certaines répercussions négatives persistantes de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et/ou notre situation financière, la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des récentes initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur nos facilités de crédit renouvelables, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, et l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent rapport de gestion, veuillez vous reporter à la section pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2022, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR (www.sedar.com) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov). Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport de gestion et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux compagnies aériennes, aux forces de défense et de sécurité et aux professionnels de la santé de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans plus de 200 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol, de missions et médicaux de la plus haute-fidélité possible et des programmes de formation personnalisés, alimentés par l'intelligence artificielle. Nous investissons temps et ressources dans la création de la prochaine génération de solutions de formation et d'opérations critiques immersives et numériques de pointe tout en ayant un impact positif sur l'environnement, la société et la bonne gouvernance (ESG) qui s'inscrit au cœur de notre mission. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE), sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Être à l'avant-plan de l'immersion numérique grâce à des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques qui rendent le monde plus sécuritaire.

3.3 Notre vision

Être le partenaire mondial de choix dans les domaines de l'Aviation civile, de la Défense et Sécurité et de la Santé en révolutionnant la formation et les opérations critiques de nos clients grâce à des solutions numériques immersives qui améliorent la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Les huit piliers de force de CAE

Nous sommes d'avis que huit forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie;
- Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme;
- Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité;
- Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité;
- Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités.

Haut niveau d'activités récurrentes

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Plus de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services technologiques et de solutions logicielles, lesquelles sont d'importantes sources d'activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

Chef de file de l'industrie bénéficiant d'un fossé concurrentiel solide

Nous sommes un chef de file dans chacun de nos trois secteurs d'activité en raison de notre envergure, de l'ampleur de nos solutions et services technologiques, et de notre portée mondiale. Nous bénéficions d'un fossé concurrentiel solide, appuyés par 70 ans d'innovations et repoussant sans cesse les limites grâce à des solutions numériques et immersives de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques. Notre vaste réseau mondial de formation, nos capacités uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, nos solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques, notre expertise approfondie, notre position de leader d'opinion de l'industrie, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices et de soutien opérationnel à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'à la santé. Nous sommes d'avis que ces trois secteurs présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché et prendre de l'expansion dans de nouveaux marchés à long terme.

Leader d'opinion sur le plan technologique et de l'industrie

CAE est une société qui fournit des solutions de formation et de soutien opérationnel hautement technologiques et un leader d'opinion en ce qui a trait à l'application de la modélisation et de la simulation, de la réalité virtuelle et de l'analyse avancée pour créer des solutions numériques et immersives de formation et de soutien opérationnel très innovatrices pour les clients des secteurs de l'Aviation civile, de la Défense et Sécurité et de la Santé.

Possibilité de croissance composée et de rendements plus importants à long terme

Pour chacun de nos secteurs, nous sommes d'avis que le taux de croissance pourrait être supérieur à celui des marchés sous-jacents en raison de notre capacité à accroître notre part des marchés que nous desservons et à prendre de l'expansion dans de nouveaux marchés. La proportion croissante de nos produits des activités ordinaires récurrents est largement due aux besoins de nos clients en matière de formation continue et de soutien opérationnel, ainsi qu'à notre capacité à les aider à réaliser ces activités essentielles grâce à nos produits très innovateurs et à nos solutions de services technologiques et logicielles. Nous mettons à contribution notre position de marché dominante pour approfondir et étendre nos relations clients et, ainsi, obtenir une plus grande part de leurs responsabilités essentielles. Nous nous efforcerons d'optimiser et d'accroître l'utilisation de notre réseau mondial de formation et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants à long terme.

Culture d'innovation, pouvoir d'agir, excellence et intégrité

Un CAE est le précepte interne qui représente notre culture d'innovation, de pouvoir d'agir, d'excellence et d'intégrité. La combinaison de ces quatre valeurs clés confère à CAE sa position de chef de file du marché, sa solide réputation et ses connaissances inégalées des clients.

Excellente équipe diversifiée ayant un impact social unique sur la sécurité

CAE est fière de son excellente équipe diversifiée qui a un impact social unique sur la sécurité. Chaque jour, nos employés soutiennent les activités les plus critiques de nos clients avec les solutions les plus innovatrices qui soient et, ce faisant, ils contribuent à rendre le monde plus sécuritaire. Nous aidons à rendre le transport aérien et les soins de santé plus sécuritaires, et nous aidons nos forces de défense à maintenir la sécurité.

Solide situation financière et modèle d'affaires qui génère d'importantes liquidités

CAE a à cœur le maintien d'une situation financière solide. Nous utilisons des critères établis pour évaluer les occasions de répartition de capital. De par leur nature, notre modèle d'affaires et notre réseau de formation génèrent d'importantes liquidités.

3.5 Nos activités

Nous fournissons des solutions numériques et immersives de formation et de soutien opérationnel à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales, des organismes de santé publique et des fabricants OEM.

INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE

En raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, CAE a annoncé qu'elle suspendait tous ses services et ses activités de formation aux compagnies aériennes, aux exploitants d'aéronefs et aux distributeurs de santé russes. Bien que la Russie ne représente pas un marché important pour CAE, la suspension de ses activités dans ce pays devrait continuer d'avoir une certaine incidence directe sur sa performance financière. L'ampleur des possibles répercussions indirectes additionnelles sur CAE devrait être en fonction de la durée, de la gravité et de la portée de cette crise géopolitique et humanitaire. Au-delà de ces répercussions, l'incidence défavorable potentielle sur nos activités résulterait très probablement aussi des retombées économiques additionnelles de cet événement, y compris la crise énergétique potentielle en Europe, qui contribuent au coût élevé du carburant et de l'énergie, ainsi que la forte inflation qui se fait déjà sentir dans nos établissements à l'échelle mondiale. Nous anticipons également la possibilité d'une modification des priorités d'attributions de contrats des gouvernements du fait de l'effort de guerre, qui se répercuterait spécifiquement sur le flux et la prévisibilité des commandes de notre secteur Défense. Ces forces macroéconomiques influent sur les coûts opérationnels des clients de notre secteur Civil et pourraient éventuellement se répercuter sur la demande des consommateurs pour les voyages aériens. Nous avons fondé nos attentes en matière de reprise du marché sur les prévisions de l'IATA concernant la reprise et la croissance du trafic des passagers. Dans l'ensemble, ces événements accroissent l'incertitude entourant le calendrier d'une reprise mondiale à grande échelle sur nos marchés civils. Cette crise est un rappel brutal que le monde doit être prêt à défendre la liberté à tout moment, et le secteur Défense et Sécurité de CAE est en bonne position pour soutenir cette préparation et est aligné sur les priorités de défense nationale axées sur les menaces provenant d'adversaires de force comparable dans des opérations multidomaines. L'augmentation réelle et prévue des dépenses de défense dans l'ensemble des pays de l'OTAN et des pays alliés ainsi que l'importance accrue accordée à la préparation aux missions devraient entraîner une augmentation de la demande pour nos solutions de formation et de mission du secteur Défense et Sécurité. Compte tenu des longs délais d'approvisionnement en matière de défense, une telle augmentation de l'activité se traduirait potentiellement par une performance plus élevée pour le secteur Défense et Sécurité de CAE dans les années à venir.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des logiciels de gestion, de solutions d'activités de formation et d'optimisation des équipages de bout en bout.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation civile dans le monde. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership d'opinion, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 35 pays et, grâce à notre important réseau de quelque 70 emplacements de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et des services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous gérons actuellement 323 simulateurs de vol (FFS), y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris un système fournissant des données en temps réel et des évaluations normalisées appelé CAE Rise^{MC}, qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol et compte plus de 20 programmes de formation des élèves-pilotes dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO). Avec l'acquisition d'AirCentre, conjuguée à notre logiciel existant d'optimisation et d'exploitation des équipages, nous sommes en mesure d'offrir de robustes solutions complètes de gestion des vols et d'optimisation des équipages, aidant ainsi les compagnies aériennes et les exploitants d'avions d'affaires à prendre des décisions optimales fondées sur les données.

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux, pour des exploitants d'avions d'affaires ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Par exemple, à l'aube d'une nouvelle ère d'aviation marquée par la mobilité aérienne avancée, des entreprises aéronautiques perturbatrices sont en train de créer de nouveaux types d'aéronefs. Cela créera une forte demande de pilotes professionnels formés pour transporter de façon sécuritaire des passagers et de la marchandise entre les marchés. CAE s'est déjà associée à cinq des plus importants concepteurs d'aéronefs à décollage et à atterrissage verticaux électriques (eVTOL), à savoir Jaunt Air Mobility pour concevoir et développer le laboratoire d'intégration des systèmes de l'aéronef et pour construire conjointement un simulateur d'ingénierie qui accélérera la conception du poste de pilotage et le développement des systèmes, et réduira le temps des essais en vol pour la navigabilité, Volocopter en tant que fournisseur autorisé de formation de même que pour mettre en œuvre un programme d'entraînement des pilotes d'aéronefs eVTOL en vue de l'entrée en service du premier aéronef eVTOL de Volocopter, BETA Technologies pour concevoir et développer un programme de formation des pilotes et des techniciens de maintenance pour l'aéronef eVTOL ALIA, avec un accent sur la conception de la formation et les didacticiels, et, tout récemment, Joby Aviation inc. pour développer et certifier les dispositifs de formation au vol qui serviront à former les futurs pilotes de son avion eVTOL révolutionnaire. Récemment, nous avons été retenus par Vertical Aerospace en tant que partenaire de formation à l'échelle mondiale en vue du lancement du VX4, l'aéronef eVTOL de Vertical. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nos dispositifs de simulation de vol, incluant nos FFS, sont conçus pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, et de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

Le nombre de vols commerciaux a continué de s'améliorer en regard de l'année civile 2021. Selon l'Association du transport aérien international (IATA), la demande mondiale des passagers aériens, mesurée par le nombre de passagers-kilomètres payants (PKP), a connu une forte augmentation de 64 % pour l'année civile 2022 comparé à l'année civile 2021. L'Europe continue de montrer une amélioration significative, avec une hausse de 100 %, suivie de l'Amérique du Nord avec une augmentation de 46 %. L'Asie a enregistré une amélioration du nombre de vols, avec une hausse de 34 % au cours de la même période.

La demande de transport aérien de marchandises a fléchi au cours des derniers mois, les kilomètres-tonnes de marchandises ayant diminué de 8 % pour l'année civile 2022 par rapport à l'année civile 2021. Bien que la Chine ait assoupli certaines restrictions liées à la COVID-19, la chaîne d'approvisionnement et les activités de production demeurent perturbées. Par ailleurs, la haute inflation, l'invasion en cours de l'Ukraine par la Russie et la pénurie de main-d'œuvre posent également des problèmes au niveau de la chaîne d'approvisionnement et des marchandises.

Dans le domaine de l'aviation d'affaires, tant la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis qu'Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, ont signalé de forts niveaux d'activité de vols par rapport aux niveaux de l'année civile 2021. La FAA a signalé une hausse de 5 % du nombre total de vols de jets d'affaires, qui comprend tous les vols nationaux et internationaux des 12 derniers mois. De la même manière, le marché européen des jets d'affaires continue d'afficher une forte croissance. En effet, selon Eurocontrol, le nombre total de vols d'affaires en Europe a bondi de 10 % au cours de la même période. En outre, au cours des 12 derniers mois, les activités de vols d'affaires à l'échelle mondiale semblent en voie de se stabiliser à quelque 13 % au-dessus des niveaux d'avant la pandémie.

En novembre 2020, nous avons publié nos Perspectives sur la demande de pilotes pour la période de 2020 à 2029, selon lesquelles nous prévoyons un besoin mondial de 264 000 nouveaux pilotes dans le secteur de l'aviation civile afin de soutenir la croissance et les départs à la retraite obligatoires au cours des dix prochaines années. À court terme, nous estimons que quelque 27 000 nouveaux pilotes professionnels seraient nécessaires dès la fin de l'année civile 2021. De plus, nous nous attendons à une demande additionnelle pour les pilotes dans le marché émergent de la mobilité aérienne avancée (AAM) qui coïncidera avec la mise en service future prévue des aéronefs eVTOL.

Nous croyons que le secteur Aviation civile représente une porte d'entrée vers un marché fortement réglementé enregistrant une croissance durable, avec un marché potentiel estimé à environ 6,5 milliards \$ et des possibilités de croissance.

Facteurs déterminants du marché

La demande de solutions de formation et d'opérations aériennes pour le marché de l'aviation civile repose sur les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation des pilotes et de formation à la maintenance, et réglementation du secteur;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires, y compris les coûts du carburant et des équipages;
- Croissance à long terme durable prévue du trafic aérien mondial;
- Croissance à long terme prévue, y compris les livraisons de nouveaux appareils et les renouvellements du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Émergence du nouveau marché de la mobilité aérienne avancée;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés;
- Complexité des solutions axées sur les opérations aériennes.

Facteurs déterminants de la rentabilité

Nous sommes d'avis que les facteurs déterminants de la rentabilité du marché de l'aviation civile de CAE sont les suivants :

- Facteurs favorables liés à la combinaison d'activités, notamment une grande marge de manœuvre sur le marché des services de formation;
- Possibilité de privilégier la formation avec instructeur plutôt que la formation sans instructeur dans la formation commerciale;
- Expansion des services de soutien opérationnel grâce à des analyses avancées, à des solutions logicielles et à une technologie numérique pour améliorer notre offre de valeur dans toute l'organisation;
- Programmes d'excellence opérationnelle qui devraient permettre de réaliser d'importantes économies annuelles récurrentes;
- Externalisation de la formation et partenariats.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes une entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Le secteur Défense et Sécurité fait face aux réalités auxquelles nos clients sont confrontés et aligne l'entreprise afin d'être en position insurpassée pour répondre à ces besoins. D'abord et avant tout, la nature des conflits a changé pour les États-Unis et ses alliés, qui doivent maintenant se préparer à une menace provenant d'un adversaire de force comparable dans des opérations multidomaines – aériennes, terrestres, maritimes, spatiales et cyber. La concurrence entre adversaires de force comparable, associée à l'évolution rapide des demandes d'entraînement, accroît les besoins en capacités d'entraînement avancées et en solutions polyvalentes pour soutenir les environnements synthétiques cybersécurisés et multidomaines. Ces réseaux synthétiques immersifs deviendront beaucoup plus courants et constitueront un moyen clé pour les forces de défense de s'entraîner à des situations réelles dans des opérations multidomaines. Alors que le monde réagit à l'évolution des conflits, le besoin d'une formation numérique révolutionnaire et de solutions de connaissance de la situation de nouvelle génération devient encore plus criant.

Pour répondre aux exigences de nos clients dans cet environnement en rapide mutation, nous nous sommes placés en adéquation avec les priorités de la stratégie de défense nationale américaine, qui souligne la nécessité pour les États-Unis et ses alliés de rehausser l'entraînement et la préparation dans des opérations multidomaines complexes. Cela comprend le besoin continu de développer des partenariats stratégiques avec le client et dans l'ensemble du secteur. Par le biais d'acquisitions et de partenariats stratégiques, nous continuons d'accélérer notre stratégie en tant qu'entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines.

Les investissements continus dans des solutions d'entraînement numérique et de connaissance de la situation de nouvelle génération aident nos clients du secteur de la défense à planifier, à se préparer et à analyser afin d'améliorer les performances et de prendre de meilleures décisions dans des opérations multidomaines. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement réel sur des plateformes, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Les forces militaires effectueront toujours un certain nombre d'exercices d'entraînement réels, mais nous sommes d'avis qu'elles auront de plus en plus recours à l'entraînement virtuel immersif pour se préparer dans un environnement sûr tout en diminuant la dépendance envers l'entraînement en vol plus coûteux et avec empreinte carbone plus élevée. Ces environnements synthétiques immersifs sont également de plus en plus utilisés pour le soutien aux missions et le soutien opérationnel en permettant l'analyse de la ligne de conduite et l'aide à la prise de décisions fondées sur les données.

Nous avons livré des produits de simulation et des services d'entraînement à une soixantaine de forces de défense dans plus de 50 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à l'entraînement comme des services de soutien logistique, de maintenance, d'ingénierie des systèmes, d'augmentation de l'effectif, d'instruction en classe et d'entraînement sur simulateur dans plus de 145 établissements dans le monde, y compris nos coentreprises.

Systèmes et solutions de formation

CAE est le chef de file du secteur en matière de formation et de simulation, et son approche indépendante de la plateforme assure la préparation aux missions pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique. À la suite de notre expansion transformatrice en 2021, nous avons consolidé notre position de chef de file dans le domaine aérien, rehaussé nos solutions d'entraînement terrestre et maritime, et obtenu des contrats en tant que maître d'œuvre dans les marchés spatial et cyber. Avec des contrats en tant que maître d'œuvre obtenus aux termes d'appels d'offres dans les cinq domaines au cours du dernier exercice, nous continuons d'élargir nos capacités et de diriger l'intégration de la transformation numérique sur les marchés de la défense et de la sécurité. Dans le domaine aérien, nous avons obtenu des contrats de modification de Lockheed Martin pour appuyer les plateformes C-130 et plusieurs modifications globales de F-16. Nous avons également obtenu un contrat de Piaggio Aerospace pour livrer un dispositif de formation P.180 conforme aux normes des forces aériennes italiennes en vue d'une utilisation par ces dernières. Dans le domaine maritime, l'obtention du contrat d'entraînement sur les plateformes et les systèmes octroyé par la marine royale australienne représente un gain stratégique au niveau international. Ce nouveau contrat appuie la modernisation continue qui permettra d'améliorer la prestation d'entraînements distribués à long terme, et ce, sur place, au port et en mer, accélérant la cadence de l'entraînement de manière à maximiser la capacité de formation et à générer des gains d'efficacité. En vertu du programme Simulators Common Architecture Requirements and Standards (SCARS) de la United States Air Force (USAF), nous sommes le maître d'œuvre chargé d'intégrer et de standardiser la conception et le fonctionnement des simulateurs d'aéronefs, y intégrant des critères stricts de cybersécurité, afin de soutenir la formation aux missions en mode distribué et en réseau. Ce partenariat, qui souligne l'importance que nous accordons aux contrats d'intégration stratégique et qui repousse les limites des capacités de préparation aux missions, est essentiel à notre croissance future.

Organisations de formation au pilotage

Nos capacités d'entraînement en vol continuent de prendre de l'expansion. À l'exercice 2022, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et le gouvernement du Canada ont annoncé une prolongation de leur contrat avec CAE jusqu'en 2027, avec la possibilité de le prolonger d'un an au besoin, jusqu'en 2028, ce qui leur permettra d'effectuer une transition ordonnée vers le programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FAcT) de la nouvelle génération. Au quatrième trimestre de l'exercice 2022, nous avons lancé notre programme d'entraînement initial au vol à notre nouveau centre d'entraînement à l'aéroport de Brême, en Allemagne, où nous fournissons des services d'entraînement théorique, sur simulateur et au vol aux forces aériennes allemandes ainsi qu'à un site d'entraînement à Montpellier, en France. Parmi les autres programmes de solutions d'entraînement, mentionnons le programme de l'École internationale de formation au pilotage en Italie, coentreprise entre CAE et Leonardo, le programme d'entraînement initial en vol de l'USAF, où tous les candidats pilotes de l'USAF débute leur carrière d'aviateur, et les programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation. Par ailleurs, nous avons acquis une participation de 37 % dans les activités de formation au pilotage de SkyWarrior Flight Training LLC, une école de formation au pilotage établie en Floride qui fournit principalement la formation initiale au pilotage de phase 1 à des clients militaires américains et internationaux et, grâce à ce partenariat, nous offrons maintenant la meilleure formation initiale au pilotage qui soit pour l'USAF, l'armée américaine, l'U.S. Navy et les élèves-pilotes internationaux.

Solutions de soutien aux missions et de soutien opérationnel

Les clients du secteur Défense et Sécurité continuent d'exiger un plus grand nombre de solutions fondées sur des environnements synthétiques et des technologies numériques immersives pour fournir une gamme de solutions de soutien aux missions. Nous sommes le maître d'œuvre pour le Commandement des opérations spéciales des États-Unis dans le cadre du programme Système de commandement de missions/Situation opérationnelle commune (MCS/COP), qui permet d'améliorer et de renforcer la connaissance de la situation à l'échelle mondiale. Nous avons été sélectionnés comme partenaire de choix du Commandement des opérations spéciales des États-Unis en combinant des décennies d'expérience dans la création d'écosystèmes numériques avec nos capacités de fusion de données multisources et d'intelligence artificielle/apprentissage machine pour fournir une plateforme de visualisation unique pour soutenir la prise de décisions collaboratives de commandement et de contrôle en temps réel. Cette combinaison unique d'expérience, de technologies numériques et d'expertise nous a également ouvert des portes auprès de nouveaux clients et dans des marchés émergents complexes.

Environnements synthétiques

Nous soutenons le développement d'un environnement synthétique unique pour le Commandement stratégique du Royaume-Uni, la principale organisation des Forces armées britanniques chargée de diriger l'intégration dans tous les domaines : aérien, terrestre, maritime, spatial et cyber. Nous continuons à développer et à étendre notre marché potentiel dans le domaine du soutien aux missions et du soutien opérationnel. Nous tirons parti de notre expertise en modélisation et en simulation pour permettre aux forces de défense d'utiliser des environnements synthétiques pour la planification, l'analyse et le soutien aux décisions opérationnelles. Nous sommes le chef de file dans cette révolution numérique où les environnements synthétiques jouent un rôle de plus en plus important dans les opérations multidomaines.

Nous croyons que le secteur Défense et Sécurité est un partenaire stratégique pour l'entraînement et le soutien aux missions dans des opérations multidomaines et nous poursuivons notre évolution en un chef de file mondial des solutions immersives numériques d'entraînement et de soutien opérationnel. Nous estimons que notre marché de la défense potentiel dans les cinq domaines totalise environ 14,3 milliards \$, le plus grand marché demeurant le domaine aérien, où CAE est le chef de file, peu importe la plateforme.

Facteurs déterminants du marché

La demande de solutions de formation et de soutien opérationnel pour le marché de la défense et de la sécurité repose sur les facteurs suivants :

- Budgets de défense;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement, de maintenance et de soutien opérationnel;
- Défis liés au recrutement, à l'entraînement et au maintien en poste de pilotes et de membres d'équipage pour les forces militaires du monde entier;
- Volonté de mettre en réseau et d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et assurer une meilleure préparation aux complexités des conflits dans un environnement multidomaines conjoint;
- Volonté des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage aux environnements synthétiques en tant que solution moins coûteuse et plus respectueuse de l'environnement pour l'entraînement, la planification, l'analyse et le soutien aux décisions;
- Progression des catalyseurs technologiques numériques commerciaux utilisés dans les solutions d'entraînement.

Facteurs déterminants de la rentabilité

Nous sommes d'avis que les facteurs déterminants de la rentabilité du marché de la défense et de la sécurité de CAE sont les suivants :

- Principal intégrateur de systèmes de formation et de simulation, peu importe la plateforme, exploitant des solutions partout dans le monde;
- Accès à des contrats stratégiques, ce qui nous permet d'offrir des solutions à un plus grand nombre de clients, là où cela est nécessaire;
- Ajout de clients ayant des problèmes plus complexes et exigeant des solutions plus poussées afin d'inclure les domaines spatial et cyber ainsi que la communauté du renseignement;
- Partenariat avec des fabricants OEM sur des plateformes de prochaine génération, pour une exécution plus efficace et efficiente des programmes;
- Concentration opérationnelle sur l'amélioration des processus de qualité liés à l'obtention de contrats, à la sous-traitance et à l'exécution des programmes.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous fournissons aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions innovatrices, intégrées et virtuelles d'enseignement et de formation, incluant la simulation d'intervention et d'échographie, des programmes de formation, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à ce qui compte vraiment : traiter les patients, réagir aux situations de crise et réduire les erreurs médicales. L'expérience et les pratiques exemplaires que nous confèrent nos 75 ans d'expérience en formation aéronautique fondée sur la simulation sont infiniment adaptables aux soins de santé, et nous mettons à contribution ces leçons afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'accélérer l'apprentissage en soins de santé, d'améliorer la formation et, en fin de compte, de rehausser la qualité et la disponibilité des soins. La pandémie de COVID-19 a profondément touché le secteur des soins de santé, mettant en lumière une situation déjà précaire : une demande accrue d'infirmiers compliquée par la diminution de l'accès des étudiants aux patients et aux établissements cliniques, ainsi qu'un calendrier de formation long et immuable. Forts de notre expérience dans les domaines de l'aviation et de la défense, nous sommes bien placés pour relever les défis de cet environnement de soins de santé en pleine évolution. Par conséquent, nous considérons que la formation et la simulation en soins de santé sont des marchés en croissance propulsés par de multiples tendances à long terme, notamment une population vieillissante nécessitant des soins accrus, une pénurie mondiale d'infirmiers, une augmentation du nombre d'erreurs médicales évitables, un nombre limité de lits d'hôpitaux et l'attrition du personnel de la santé liée à la pandémie. Tout cela nécessite d'innover et d'accélérer l'éducation et la certification dans le domaine des soins de santé, ce qui peut être accompli au moyen de la simulation. Avant la COVID-19, seuls 17 états américains acceptaient le remplacement de 50 % des heures de formation clinique par la simulation. Depuis le début de la pandémie, tous les états ont introduit ou promu une telle législation.

Nous sommes en bonne position pour tirer parti de l'accroissement de la demande de formation en soins infirmiers fondée sur la simulation grâce à notre gamme innovatrice de solutions de formation médicale, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention, des solutions audiovisuelles de débriefing, des plateformes de gestion de centres, des applications de réalité augmentée, des modules d'apprentissage en ligne et des didacticiels destinés à la formation fondés sur la simulation. Nous fournissons des solutions de formation à des clients dans plus de 95 pays et nous sommes un chef de file dans la conception, le développement et la livraison de simulateurs de patients fondés sur des modèles de physiologie humaine évolués qui simulent des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Nous appliquons ce même niveau de rigueur et d'innovation à nos solutions de simulation numérique, à distance et virtuelle. Par exemple, CAE Vimedix, notre simulateur d'échographie de pointe, permet maintenant un apprentissage à distance et virtuel au moyen de la réalité augmentée, diminuant considérablement le temps nécessaire pour maîtriser les techniques d'échographie et comprendre l'anatomie échographique. Notre système de gestion de l'apprentissage consolide la prestation de solutions d'apprentissage numérique afin de rehausser la formation en centre de simulation, permettant aux étudiants d'apprendre partout et en tout temps, à leur propre rythme, ce qui améliore l'accès à l'éducation et à la formation, quelles que soient les contraintes géographiques. Nous nous appuyons sur des technologies de pointe pour créer des capacités numériques sophistiquées qui améliorent les résultats pour les patients, technologies qui sont de plus en plus acceptées et adoptées sur le marché. La réalité mixte fait partie intégrante de notre gamme, notamment les simulateurs de patients (CAE AresAR et CAE LucinaAR), d'intervention (CAE CathLabVR) et d'échographie (CAE VimedixAR). Nous fournissons ces technologies de pointe ainsi qu'une gamme d'outils d'apprentissage innovateurs aux hôpitaux et aux établissements universitaires, qui constituent le principal segment du marché de la simulation dans le domaine des soins de santé.

Nous offrons également de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation au Canada, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nos ressources de formation en soins de santé comprennent un corps professoral composé d'infirmiers, d'inhalothérapeutes, de médecins, d'ambulanciers et d'échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré quelque 200 modules de formation pour les simulateurs de patients et plus de 3 600 didacticiels pour l'expérience clinique simulée à l'intention des clients de nos plateformes virtuelles et physiques. Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation de soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées.

Nous entrevoyons des occasions d'affaires futures pour le secteur Santé, notamment le soutien de nos clients gouvernementaux, l'acceptation croissante de nouveaux produits d'apprentissage numérique et virtuel, ainsi que la reconnaissance accrue de la valeur de la simulation pour la préparation aux pandémies et à d'autres scénarios à haut risque. Cette démarche est soutenue par des organisations professionnelles telles que l'International Nursing Association of Clinical Simulation and Learning (INASCL) et la Society for Simulation in Healthcare, qui ont encouragé les organismes de réglementation et les décideurs politiques à faire preuve de souplesse en autorisant le remplacement des heures cliniques habituellement effectuées dans un contexte de soins de santé en direct par celles des expériences virtuellement simulées.

Nous estimons que le secteur Santé est le chef de file en matière de perfectionnement des professionnels de la santé grâce à la technologie, au contenu éducatif et à la formation, avec un marché de la simulation en soins de santé estimé à environ 1,7 milliard \$ US. L'Amérique du Nord est le plus grand marché pour la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité aux patients pour la formation et le développement clinique;
- Évolution des technologies médicales et accroissement de l'utilisation et de l'acceptation des méthodes de livraison à distance et virtuelle;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et personnalisées dans le but de prévenir les erreurs médicales;
- Intérêt accru pour la préparation aux pandémies et aux catastrophes;
- Pénurie mondiale dans un contexte de demande accrue de professionnels de la santé;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier de l'exercice 2022, notre notice annuelle et notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Vous trouverez les plus récentes versions de notre rapport financier, de notre notice annuelle et de notre rapport RSE sur notre site Web, www.cae.com.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes ajusté en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	31 décembre 2022	30 septembre 2022	Augmentation / (diminution)	31 mars 2022	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,35	1,38	(2) %	1,25	8 %
Euro (€)	1,45	1,35	7 %	1,38	5 %
Livre sterling (£)	1,63	1,54	6 %	1,64	(1) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	31 décembre 2022	31 décembre 2021	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,36	1,26	8 %
Euro (€)	1,38	1,44	(4) %
Livre sterling (£)	1,59	1,70	(6) %

Pour le trimestre, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 30,5 millions \$ des produits des activités ordinaires et à une augmentation de 3,3 millions \$ du résultat net par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 32,7 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 3,7 millions \$ du résultat net par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2022. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de nos établissements à l'étranger pour le trimestre aux taux de change mensuels moyens du troisième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture à la section 9 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport financier pour l'exercice 2022.

5. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS, AUTRES MESURES FINANCIÈRES ET RENSEIGNEMENTS NON FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES

5.1 Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Une mesure financière non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie, et qui exclut un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans nos états financiers ou comprend un montant qui en est exclu.

Un ratio non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui est exprimée sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, et qui a au moins une mesure financière non conforme aux IFRS comme l'une de ses composantes.

Un total des mesures sectorielles s'entend de toute mesure financière qui est un sous-total ou le total d'au moins deux secteurs à présenter et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure de gestion du capital s'entend de toute mesure financière qui vise à permettre à une personne physique d'évaluer les objectifs, les procédures et les processus que nous avons adoptés pour gérer notre capital et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure financière supplémentaire s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie historiques ou attendus, qui n'est pas présentée dans nos états financiers de base et qui ne s'inscrit pas dans l'une des catégories précitées.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile, Défense et Sécurité et Santé), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

MESURES DU RENDEMENT

Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (tel que décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2022), l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel que décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022) et les pertes de valeur et les autres profits et pertes liés à la pandémie de COVID-19 (tel que décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle. Veuillez vous référer à la section 5.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (tel que décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2022), l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel que décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022) et les pertes de valeur et les autres profits et pertes liés à la pandémie de COVID-19 (tel que décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous référer à la section 5.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous référer à la section 5.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

BAlIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (tel que décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2022), l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel que décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022) et les pertes de valeur et les autres profits et pertes liés à la pandémie de COVID-19 (tel que décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Veuillez vous référer à la section 5.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. Il s'agit d'un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise (GRE) et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous référer à la section 8.1 « *Mouvements de trésorerie consolidés* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

MESURES DE LA LIQUIDITÉ ET DE LA STRUCTURE DU CAPITAL**Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous référer à la section 9.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation du capital :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt, des actifs au titre des avantages du personnel et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veuillez vous référer à la section 9.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Rendement du capital utilisé (RCU) et RCU ajusté

Le RCU est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé. Pour sa part, le RCU ajusté est aussi ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (tel que décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2022), l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel que décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022) et les pertes de valeur et les autres profits et pertes liés à la pandémie de COVID-19 (tel que décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2021). Nous utilisons le RCU et le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant total de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous référer à la section 9.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Ratio de la dette nette sur les capitaux propres

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est une mesure de gestion du capital qui correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette. Nous l'utilisons pour gérer notre structure de capital et pour surveiller nos priorités en matière d'allocation de capital.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous utilisons le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette. Veuillez vous référer à la section 5.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un calcul de ces mesures.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

MESURES DE LA CROISSANCE

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une prise de commande ajustée est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes ajustées correspond aux produits des activités ordinaires.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ). Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

5.2 Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute-fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Par exemple, dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être démenagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

5.3 Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Trimestres clos les 31 décembre								
Résultat opérationnel	117,2 \$	57,1 \$	24,9 \$	16,5 \$	3,8 \$	(8,1) \$	145,9 \$	65,5 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	11,2	26,3	(6,3)	15,5	—	5,4	4,9	47,2
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :								
Reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	3,0	—	6,8	—	—	—	9,8	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	131,4 \$	83,4 \$	25,4 \$	32,0 \$	3,8 \$	(2,7) \$	160,6 \$	112,7 \$

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>								
Résultat opérationnel	281,0 \$	166,0 \$	6,7 \$	30,2 \$	(0,3) \$	(5,3) \$	287,4 \$	190,9 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	38,4	52,4	9,1	52,2	1,5	6,3	49,0	110,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :								
Reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	3,0	—	6,8	—	—	—	9,8	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	322,4 \$	218,4 \$	22,6 \$	82,4 \$	1,2 \$	1,0 \$	346,2 \$	301,8 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	78,1 \$	26,2 \$	124,3 \$	86,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	4,0	34,5	36,9	82,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :				
Reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation, après impôt	7,1	—	7,1	—
Résultat net ajusté	89,2 \$	60,7 \$	168,3 \$	169,5 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,3	318,7	318,3	311,1
RPA ajusté	0,28 \$	0,19 \$	0,53 \$	0,55 \$

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 31 décembre	
	2022	2021
Résultat opérationnel	380,7 \$	238,5 \$
Dotation aux amortissements	333,7	308,1
BAIIA	714,4 \$	546,6 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	85,0	169,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	9,8	—
Ajustement transitoire lié à l'infonuaigique	13,4	—
BAIIA ajusté	822,6 \$	716,1 \$
Dette nette	3 073,0 \$	2 310,5 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	4,30	4,23
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,74	3,23

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Troisième trimestre de l'exercice 2023

(montants en millions, sauf les montants par action)	T3-2023	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022
Produits des activités ordinaires	1 020,3	993,2	933,3	955,0	848,7 \$
Coût des ventes	722,3	719,6	700,4	683,4	606,2 \$
Marge brute	298,0	273,6	232,9	271,6	242,5 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires²</i>	29,2	27,5	25,0	28,4	28,6 %
Frais de recherche et de développement	30,2	32,2	40,7	34,9	31,7 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	138,1	128,0	145,1	143,6	117,5 \$
Autres (profits) et pertes	(6,7)	(3,2)	(2,4)	(20,9)	(6,3) \$
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(14,4)	(8,1)	(11,4)	(15,3)	(13,1) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	4,9	22,6	21,5	36,0	47,2 \$
Résultat opérationnel	145,9	102,1	39,4	93,3	65,5 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires²</i>	14,3	10,3	4,2	9,8	7,7 %
Charges financières – montant net	48,8	41,3	36,2	32,5	34,5 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	97,1	60,8	3,2	60,8	31,0 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	17,1	14,5	(0,5)	3,7	2,6 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)</i>	18	24	(16)	6	8 %
Résultat net	80,0	46,3	3,7	57,1	28,4 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	78,1	44,5	1,7	55,1	26,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,9	1,8	2,0	2,0	2,2 \$
	80,0	46,3	3,7	57,1	28,4 \$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,25	0,14	0,01	0,17	0,08 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ²	160,6	124,7	60,9	142,7	112,7 \$
Résultat net ajusté ²	89,2	61,5	17,6	92,0	60,7 \$
RPA ajusté ²	0,28	0,19	0,06	0,29	0,19 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 20 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 020,3 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 171,6 millions \$, ou 20 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, les produits des activités ordinaires se sont établis à 2 946,8 millions \$, en hausse de 530,5 millions \$, ou 22 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation des produits des activités ordinaires sectoriels s'établit comme suit :

(montants en millions)			Variation	Variation
Trimestres clos les 31 décembre	2022	2021	en \$	en %
Aviation civile	517,4 \$	390,1 \$	127,3 \$	33 %
Défense et Sécurité	452,5	426,5	26,0	6 %
Santé	50,4	32,1	18,3	57 %
Produits des activités ordinaires	1 020,3 \$	848,7 \$	171,6 \$	20 %
Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	1 505,0 \$	1 185,1 \$	319,9 \$	27 %
Défense et Sécurité	1 308,2	1 132,6	175,6	16 %
Santé	133,6	98,6	35,0	35 %
Produits des activités ordinaires	2 946,8 \$	2 416,3 \$	530,5 \$	22 %

² Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Vous trouverez un complément d'information à la section 7 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Marge brute en hausse de 23 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

La marge brute s'est établie à 298,0 millions \$ pour le trimestre (29,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 242,5 millions \$ (28,6 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2022. L'accroissement de la marge brute comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2022 s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période. La hausse de la marge bénéficiaire brute globale pour l'exercice est essentiellement attribuable à l'augmentation du taux d'utilisation dans le réseau du secteur Civil et à l'intégration d'AirCentre, acquise au quatrième trimestre de l'exercice 2022, dans nos résultats.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, la marge brute a totalisé 804,5 millions \$ (27,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 683,9 millions \$ (28,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. La hausse de la marge brute en regard des neuf premiers mois de l'exercice 2022 découle surtout de l'accroissement des produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période. La marge bénéficiaire brute globale inférieure de cette année est essentiellement due aux ajustements défavorables de la marge sur contrat enregistrés dans le secteur de la Défense et Sécurité au premier trimestre de l'exercice 2023.

Résultat opérationnel en hausse de 123 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel a totalisé 145,9 millions \$ (14,3 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 65,5 millions \$ (7,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2022.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2023, le résultat opérationnel s'est établi à 287,4 millions \$ (9,8 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 190,9 millions \$ (7,9 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. La variation du résultat opérationnel sectoriel s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>				
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	117,2 \$	57,1 \$	60,1 \$	105 %
Défense et Sécurité	24,9	16,5	8,4	51 %
Santé	3,8	(8,1)	11,9	147 %
Résultat opérationnel	145,9 \$	65,5 \$	80,4 \$	123 %

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	281,0 \$	166,0 \$	115,0 \$	69 %
Défense et Sécurité	6,7	30,2	(23,5)	(78) %
Santé	(0,3)	(5,3)	5,0	94 %
Résultat opérationnel	287,4 \$	190,9 \$	96,5 \$	51 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 7 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 43 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 160,6 millions \$ (15,7 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 112,7 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2022.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 346,2 millions \$ (11,7 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 301,8 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires) pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 44,4 millions \$. La variation du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i>				
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	131,4 \$	83,4 \$	48,0 \$	58 %
Défense et Sécurité	25,4	32,0	(6,6)	(21) %
Santé	3,8	(2,7)	6,5	241 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	160,6 \$	112,7 \$	47,9 \$	43 %

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	322,4 \$	218,4 \$	104,0 \$	48 %
Défense et Sécurité	22,6	82,4	(59,8)	(73) %
Santé	1,2	1,0	0,2	20 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	346,2 \$	301,8 \$	44,4 \$	15 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 7 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

6.3 Prises de commandes ajustées consolidées et carnet de commandes ajusté

Carnet de commandes ajusté³ en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2022	Période de neuf mois close le 31 décembre 2022
Commandes engagées en début de période	8 623,0 \$	7 871,4 \$
+ prises de commandes ajustées ³	1 240,1	3 583,8
- produits des activités ordinaires	(1 020,3)	(2 946,8)
+/- ajustements	25,9	360,3
Commandes engagées en fin de période	8 868,7 \$	8 868,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	247,9	247,9
Commandes non financées et options	1 678,5	1 678,5
Carnet de commandes ajusté	10 795,1 \$	10 795,1 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes³ pour le trimestre s'est établi à 1,22. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,26.

Vous trouverez un complément d'information à la section 7 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Aviation civile;
- Défense et Sécurité;
- Santé.

La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel ajusté sont présentés en ordre de grandeur.

7.1 Aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023

Expansion

- Nous avons annoncé que nous investissons dans notre réseau de formation des pilotes pour répondre à la demande accrue de pilotes avec le déploiement prochain d'un FFS B777 à Toronto, au Canada;
- Nous nous sommes associés à Jazz Aviation pour répondre aux besoins futurs en matière de pilotes par l'intermédiaire d'Approche Jazz, un programme de formation initiale des pilotes qui offre aux élèves-pilotes une voie directe vers un poste de copilote à Jazz Aviation.

COMMANDES

Le secteur Aviation civile a obtenu des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 713,0 millions \$ ce trimestre, notamment des contrats portant sur la vente de 14 FFS au cours du trimestre, portant le total des commandes du secteur civil à 43 FFS pour les neuf premiers mois de l'exercice, dont les suivants :

- Un Boeing B737 MAX et un ATR 72-600 à CAE Simulation Training Private Limited, une coentreprise entre InterGlobe Enterprises et CAE;
- Un Airbus A320 à Zhuhai Flight Training Centre;
- Onze FFS à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

³ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Les principaux contrats pour le trimestre comprennent :

- Un contrat de GOL Airlines pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 8 ans;
- Un contrat de Delux Public Charter LLC (JSX Air) pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires d'une durée de 6 ans;
- Un contrat de MESA Airlines pour une entente de formation dans le domaine de l'aviation commerciale d'une durée de 13 ans;
- Un contrat d'une durée de 5 ans avec Ethiopian Airlines pour la solution de gestion des équipages et des opérations de prochaine génération de CAE.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T3-2023	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022
Produits des activités ordinaires	517,4	507,2	480,4	432,7	390,1 \$
Résultat opérationnel	117,2	88,4	75,4	58,1	57,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	131,4	104,4	86,6	96,3	83,4 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁴</i>	25,4	20,6	18,0	22,3	21,4 %
Dotation aux amortissements	63,5	57,4	58,5	57,7	55,5 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	58,4	64,6	68,1	68,1	69,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	22,1	26,0	15,7	16,7	13,6 \$
Capital utilisé ⁴	4 673,3	4 520,8	4 363,9	4 256,9	3 883,5 \$
Carnet de commandes ajusté	5 647,6	5 457,1	4 993,2	4 919,2	4 606,0 \$

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	263	252	250	246	249
FFS déployés dans le réseau de CAE	323	315	318	316	312
Taux d'utilisation	73	66	71	69	60 %
FFS livrés	9	10	10	7	7

Produits des activités ordinaires en hausse de 33 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022 est principalement attribuable à l'intégration d'AirCentre, acquise au quatrième trimestre de l'exercice précédent, dans nos résultats, à l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau et à l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 505,0 millions \$, en hausse de 319,9 millions \$, soit 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires par rapport à la période correspondante de l'exercice 2022 est principalement attribuable à l'intégration d'AirCentre dans nos résultats, à l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau et à la hausse des produits tirés des ventes de simulateurs, qui s'explique surtout par le calendrier de production et des autres grandes étapes au titre des dispositifs pour lesquels les produits des activités ordinaires n'étaient pas comptabilisés à la livraison.

Résultat opérationnel en hausse de 105 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Le résultat opérationnel s'est établi à 117,2 millions \$ (22,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 57,1 millions \$ (14,6 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2022. Pour le trimestre, le résultat opérationnel inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 11,2 millions \$ par rapport à 26,3 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2022.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau, par l'intégration des résultats d'AirCentre et par le repli des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel s'est établi à 281,0 millions \$ (18,7 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 115,0 millions \$, soit 69 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel de cette période inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 38,4 millions \$ comparativement à 52,4 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent.

L'augmentation par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par l'accroissement du taux d'utilisation dans notre réseau, par l'intégration des résultats d'AirCentre et par le recul des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

⁴ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 58 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 131,4 millions \$ (25,4 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, par rapport à 83,4 millions \$ (21,4 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2022.

La hausse comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par l'augmentation du taux d'utilisation dans tout notre réseau et par l'intégration des résultats d'AirCentre.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 322,4 millions \$ (21,4 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 104,0 millions \$, soit 48 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation du taux d'utilisation dans notre réseau et par l'intégration des résultats d'AirCentre.

Nos résultats ont été avantagés par l'allègement continu des répercussions persistantes de la pandémie de COVID-19 qui s'est manifesté par l'augmentation du taux d'utilisation des simulateurs de notre réseau et l'intensification des prises de commandes ajustées. Cependant, pendant la majeure partie des neuf premiers mois de l'exercice 2023, nous avons continué à être touchés par les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, les contraintes opérationnelles imposées par les autorités locales et les restrictions intermittentes aux frontières.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 58,4 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 44,9 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 13,5 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 152,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique par l'augmentation des actifs au titre des droits d'utilisation et des autres actifs non courants, en raison principalement des avances versées sur immobilisations corporelles. La hausse est également attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles, de même qu'à l'incidence des variations du change.

Carnet de commandes ajusté en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2022	Période de neuf mois close le 31 décembre 2022
Commandes engagées en début de période	5 297,8 \$	4 718,3 \$
+ prises de commandes ajustées	713,0	1 985,6
- produits des activités ordinaires	(517,4)	(1 505,0)
+/- ajustements	10,6	305,1
Commandes engagées en fin de période	5 504,0 \$	5 504,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	143,6	143,6
Carnet de commandes ajusté	5 647,6 \$	5 647,6 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,38 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,29.

7.2 Défense et Sécurité**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023****COMMANDES**

Le secteur Défense et Sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 476,7 millions \$ et un total de 1 464,6 millions \$ pour l'exercice 2023, notamment :

- Un contrat de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour fournir un dispositif de formation au vol sur le CH-149 ainsi que des services de maintenance et de soutien logistique;
- Un contrat de l'USAF pour la poursuite de l'entraînement au vol au moyen des dispositifs KC-135;
- Un contrat de l'USAF pour la poursuite de l'entraînement au vol au moyen des dispositifs C-130H;
- Un contrat d'un client international pour la mise à niveau des dispositifs de formation au vol F-16;
- Un contrat d'un client international pour la mise à niveau des dispositifs de formation au vol CH-53 G;
- Un contrat du gouvernement du Canada pour des services de maintenance et de soutien logistique de simulateurs.

RÉSULTATS FINANCIERS*(montants en millions)*

	T3-2023	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022
Produits des activités ordinaires	452,5	442,4	413,3	469,5	426,5 \$
Résultat opérationnel	24,9	12,1	(30,3)	25,8	16,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	25,4	18,4	(21,2)	36,8	32,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	5,6	4,2	—	7,8	7,5 %
Dotations aux amortissements	21,7	21,0	20,9	20,1	21,1 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	4,8	3,5	5,2	6,0	6,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	5,6	6,4	6,8	6,9	9,0 \$
Capital utilisé	2 514,5	2 641,2	2 528,4	2 338,3	2 360,7 \$
Carnet de commandes ajusté	5 147,5	5 180,8	5 032,4	4 658,3	4 571,2 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 6 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022 s'explique d'abord et avant tout par l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos programmes nord-américains et australasiens.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 308,2 millions \$, en hausse de 175,6 millions \$, soit 16 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par l'intégration de L3H MT, acquise au deuxième trimestre de l'exercice précédent, dans nos résultats, par l'incidence du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par le niveau d'activité accru à l'égard de nos programmes australasiens et nord-américains.

Résultat opérationnel en hausse de 51 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Le résultat opérationnel s'est établi à 24,9 millions \$ (5,5 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 16,5 millions \$ (3,9 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2022. Le résultat opérationnel de ce trimestre inclut une reprise des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 6,3 millions \$ par rapport à des coûts de 15,5 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2022.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par la diminution des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, qui inclut un profit sur la reprise de dépréciation d'une immobilisation incorporelle suite à sa réaffectation et optimisation en raison d'opportunités d'attribution de contrats avec un fabricant OEM. L'augmentation s'explique également par le repli du montant net des frais de recherche et de développement, neutralisée en partie par la diminution des marges à l'égard de certains programmes nord-américains et européens, essentiellement du fait de l'inflation et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat opérationnel s'est établi à 6,7 millions \$ (0,5 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 23,5 millions \$, ou 78 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel de cette période inclut les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 9,1 millions \$ comparativement à 52,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La diminution par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par la baisse des marges à l'égard de nos programmes nord-américains et européens, surtout en raison d'ajustements défavorables de la marge sur contrat à l'égard de deux programmes américains au premier trimestre de l'exercice 2023, ainsi que la diminution des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19. La diminution a été neutralisée en partie par la baisse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition ainsi que la baisse du montant net des frais de recherche et de développement.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en baisse de 6,6 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 25,4 millions \$ (5,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 32,0 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice 2022.

La diminution par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022 s'explique par la baisse des marges à l'égard de certains programmes nord-américains et européens, surtout en raison de l'inflation, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de la hausse des frais de vente, généraux et d'administration, facteurs contrebalancés en partie par un profit sur la reprise de dépréciation d'une immobilisation incorporelle suite à sa réaffectation et optimisation en raison d'opportunités d'attribution de contrats avec un fabricant OEM, ainsi que par la baisse du montant net des frais de recherche et de développement.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 22,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, soit une baisse de 59,8 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution traduit la baisse des marges à l'égard de nos programmes nord-américains et européens, surtout du fait d'ajustements défavorables de la marge de contrat à l'égard de deux programmes américains au premier trimestre de l'exercice 2023, ainsi que la diminution des programmes d'aide publique dont nous avons tiré parti en raison de la pandémie de COVID-19. La diminution a été compensée en partie par la baisse du montant net des frais de recherche et de développement.

Nos résultats demeurent aux prises avec des retards dans les négociations de contrats avec les clients, des inefficacités imputables à l'inflation, aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de même qu'à des pénuries de main-d'œuvre qualifiée, les problèmes éventuels de crédits budgétaires du gouvernement américain et l'évolution des priorités d'attributions de contrats des gouvernements découlant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces facteurs entraînent des retards au niveau des prises de commandes, en particulier en ce qui a trait aux attributions de contrats pour des produits, ainsi que des inefficacités dans l'exécution de certains programmes.

Capital utilisé en baisse de 126,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie et par les variations du change. La baisse du fonds de roulement hors trésorerie s'explique essentiellement par l'augmentation des passifs sur contrat et la diminution des créances clients.

Carnet de commandes ajusté en baisse de 1 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2022	Période de neuf mois close le 31 décembre 2022
Commandes engagées en début de période	3 325,2 \$	3 153,1 \$
+ prises de commandes ajustées	476,7	1 464,6
- produits des activités ordinaires	(452,5)	(1 308,2)
+/- ajustements	15,3	55,2
Commandes engagées en fin de période	3 364,7 \$	3 364,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	104,3	104,3
Commandes non financées et options	1 678,5	1 678,5
Carnet de commandes ajusté	5 147,5 \$	5 147,5 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,05 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,25.

Pour le trimestre, des commandes de 97,0 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 187,9 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2023

Expansions

- Nous avons remporté plusieurs contrats auprès d'universités et de collèges aux termes d'appels d'offres concurrentiels pour nos simulateurs de patients évolués et notre plateforme adaptable de gestion de centres CAE LearningSpace;
- Nous avons étendu notre portée géographique par le biais d'une vente multisites en Inde qui comprenait notre simulateur de patient ainsi que CAE Luna, CAE Vimedix, CAE Blue Phantom et CAE LearningSpace;
- Nous avons obtenu des contrats par le biais de notre programme OEM pour de futurs efforts de recherche et de développement ainsi que des simulateurs supplémentaires pour enseigner la pose de stimulateurs cardiaques;
- Nous avons étendu notre relation avec l'American Society of Anesthesiologists en nous engageant à développer deux modules SimSTAT supplémentaires pour le maintien de la certification en anesthésiologie (MoCA).

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions)</i>	T3-2023	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022
Produits des activités ordinaires	50,4	43,6	39,6	52,8	32,1 \$
Résultat opérationnel	3,8	1,6	(5,7)	9,4	(8,1) \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	3,8	1,9	(4,5)	9,6	(2,7) \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	7,5	4,4	—	18,2	— %
Dotations aux amortissements	3,1	3,5	3,2	3,1	3,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,2	0,5	0,6	0,6	0,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	1,9	2,5	2,9	2,6	2,9 \$
Capital utilisé	253,6	251,0	220,2	204,3	193,7 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 57 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022 s'explique d'abord et avant tout par l'accroissement des ventes de simulateurs de patients et de solutions de gestion de centres découlant du volume accru à l'égard de la plateforme de simulation CAE LearningSpace.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 133,6 millions \$, en hausse de 35,0 millions \$, ou 35 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement des produits tirés des simulateurs de patients, des relations clés que nous entretenons avec les fabricants OEM et des simulateurs d'échographie. Nous continuons à voir des assouplissements des perturbations de la COVID-19, bien qu'ils aient été limités par les obstacles continus liés à la chaîne d'approvisionnement.

Résultat opérationnel en hausse de 147 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Le résultat opérationnel s'est établi à 3,8 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à une perte opérationnelle de 8,1 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2022. Le résultat opérationnel du troisième trimestre de l'exercice précédent inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 5,4 millions \$, alors que ces coûts ont été nuls pour l'exercice considéré.

L'augmentation par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par l'accroissement des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut, par une combinaison favorable de produits et par la baisse des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la perte opérationnelle s'est fixée à 0,3 million \$, par rapport à une perte de 5,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte opérationnelle de cette période inclut des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 1,5 million \$ comparativement à 6,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation de 5,0 millions \$ par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2022 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut et par le recul des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement du montant net des frais de recherche et de développement.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté en hausse de 6,5 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2022

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 3,8 millions \$ (7,5 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, par rapport à une perte de 2,7 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2022.

La hausse comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2022 est essentiellement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut, ainsi qu'à la combinaison favorable de produits.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 1,2 million \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice, en hausse de 0,2 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut, contrebalancée en partie par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement.

Capital utilisé stable par rapport au trimestre précédent

La hausse du fonds de roulement hors trésorerie s'explique par la diminution des dettes fournisseurs et la hausse des stocks, facteurs neutralisés en partie par les variations du change.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, y compris le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(montants en millions)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	158,7 \$	99,2 \$	364,4 \$	312,5 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	93,7	210,4	(136,6)	(101,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	252,4 \$	309,6 \$	227,8 \$	211,4 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁵	(16,1)	(18,1)	(48,0)	(39,3)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(10,8)	(10,1)	(30,7)	(27,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,3	0,2	4,8	8,1
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(2,0)	(19,5)	(10,5)	(19,9)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	13,9	20,0	20,3	20,6
Flux de trésorerie disponibles ⁵	237,7 \$	282,1 \$	163,7 \$	153,9 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁵	(47,3)	(58,8)	(157,9)	(158,2)
Frais de développement inscrits à l'actif	(18,9)	(15,4)	(64,3)	(39,8)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	0,2	3,7	15,5	695,5
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	—	(8,4)	(6,4)	(1 384,8)
Acquisition d'un investissement dans des participations mises en équivalence	—	—	—	(4,3)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	(31,7)	(1,9)	(31,8)	(1,9)
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9,1	(4,0)	13,8	(7,9)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	149,1 \$	197,3 \$	(67,4) \$	(747,5) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles de 252,4 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont diminué de 57,2 millions \$ comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2022. Le recul s'explique essentiellement par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancée en partie par la hausse du résultat net provenant des activités opérationnelles avant les éléments sans effet sur la trésorerie.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à 227,8 millions \$, soit 16,4 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du résultat net provenant des activités opérationnelles avant les éléments sans effet sur la trésorerie, annulée en partie par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles de 237,7 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 44,4 millions \$ en regard de ceux du troisième trimestre de l'exercice 2022. La diminution traduit en grande partie la hausse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et le repli des paiements versés aux participations mises en équivalence.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 163,7 millions \$, en hausse de 9,8 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, neutralisée en partie par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 63,4 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations corporelles ont totalisé 63,4 millions \$ pour le trimestre et 205,9 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 47,3 millions \$ pour le trimestre et à 157,9 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 16,1 millions \$ pour le trimestre et 48,0 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice.

⁵ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	31 décembre 2022	30 septembre 2022	31 mars 2022
Utilisation du capital :			
Actifs courants	2 178,8 \$	2 170,0 \$	2 148,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(191,6)	(203,2)	(346,1)
Passifs courants	(2 240,4)	(2 112,2)	(2 091,2)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	220,9	243,2	241,8
Fonds de roulement hors trésorerie ⁶	(32,3) \$	97,8 \$	(46,9) \$
Immobilisations corporelles	2 352,8	2 295,9	2 129,3
Immobilisations incorporelles	4 040,1	4 057,8	3 796,3
Autres actifs non courants	1 700,7	1 577,6	1 504,6
Autres passifs non courants	(533,5)	(517,0)	(596,6)
Capital utilisé	7 527,8 \$	7 512,1 \$	6 786,7 \$
Provenance du capital⁶ :			
Partie courante de la dette à long terme	220,9 \$	243,2 \$	241,8 \$
Dette à long terme	3 043,7	3 154,6	2 804,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(191,6)	(203,2)	(346,1)
Dette nette ⁶	3 073,0 \$	3 194,6 \$	2 700,1 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 373,4	4 238,3	4 009,7
Participations ne donnant pas le contrôle	81,4	79,2	76,9
Capital utilisé	7 527,8 \$	7 512,1 \$	6 786,7 \$

Capital utilisé en hausse de 15,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles, en partie contrebalancée par le recul du fonds de roulement hors trésorerie dont il est question plus bas.

Rendement du capital utilisé (RCU)⁶

Le RCU s'est établi à 4,4 % pour le trimestre, ce qui est comparable à 4,2 % du troisième trimestre de l'exercice précédent. Le RCU ajusté s'est fixé à 5,5 % pour le trimestre, par rapport à 6,1 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent et à 5,1 % au trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 130,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est surtout attribuable à l'augmentation des passifs sur contrat découlant des acomptes sur nouveaux contrats et des grandes étapes atteintes au cours du trimestre.

Immobilisations corporelles en hausse de 56,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change et les dépenses d'investissement en immobilisations en sus de la dotation aux amortissements.

Autres actifs non courants en hausse de 123,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique principalement par l'augmentation des actifs au titre des droits d'utilisation surtout imputable aux ajouts et réévaluations en sus de la dotation aux amortissements, par l'augmentation des autres actifs non courants essentiellement attribuable aux avances versées sur immobilisations corporelles et par la hausse des actifs au titre des avantages du personnel.

Dette totale en baisse de 133,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse de la dette totale s'explique en grande partie par les remboursements nets au titre des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables.

⁶ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Dettes nettes en baisse de 121,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2022	Période de neuf mois close le 31 décembre 2022
Dettes nettes en début de période	3 194,6 \$	2 700,1 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(149,1)	67,4
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	(43,0)	216,1
Variations des obligations locatives hors trésorerie	63,9	69,5
Autres	6,6	19,9
Variation de la dette nette pour la période	(121,6) \$	372,9 \$
Dettes nettes en fin de période	3 073,0 \$	3 073,0 \$

Mesures de la liquidité	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁷	40,8 %	36,5 %
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ⁷	4,30	4,23
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁷	3,74	3,23

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable non garantie à taux variable engagée, consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit.

Nous gérons une facilité d'achat de créances non engagée d'un maximum de 400,0 millions \$ US, en vertu de laquelle nous vendons des droits dans certaines de nos créances clients à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. Cette facilité est reconduite chaque année.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 31 décembre 2022, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Le total des liquidités disponibles au 31 décembre 2022 était d'environ 1,4 milliard \$, ce qui comprend un montant de 191,6 millions \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie, les montants disponibles sur nos facilités de crédit renouvelables et le solde de notre facilité d'achat de créances.

En septembre 2022, nous avons prorogé de juillet 2023 à juillet 2024 l'échéance de notre prêt à terme portant intérêt à taux variable de 175,0 millions \$ US.

En octobre 2022, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions \$ US afin d'augmenter la capacité totale à 1,0 milliard \$ US et de proroger l'échéance d'un an, soit jusqu'en septembre 2027. En outre, nous avons résilié notre facilité de crédit renouvelable non garantie complémentaire de 300,0 millions \$, qui ne comportait aucun emprunt et arrivait à échéance en avril 2023.

Total des capitaux propres en hausse de 137,3 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres est essentiellement attribuable au bénéfice net réalisé pour le trimestre et à la variation des autres éléments du résultat global, notamment la variation du change.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 décembre 2022, nous avons au total 317 859 515 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 2 242,7 millions \$. Nous avons également 6 365 787 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 janvier 2023, nous avons un total de 317 859 865 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 362 337 options étaient en cours aux termes du ROA.

⁷ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 5 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

9.2 Éventualités

Au cours de l'exercice 2015, nous avons reçu des avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) concernant le traitement des montants reçus dans le cadre du programme de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) au cours de ses années d'imposition 2012 et 2013. Dans le cadre du programme ISAD, nous avons reçu des fonds du gouvernement du Canada pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D, sous forme d'un prêt portant intérêt et remboursable sans condition, dont nous avons commencé à rembourser le principal et les intérêts au cours de l'exercice 2016, conformément aux modalités du programme. L'ARC a statué que les montants reçus en vertu du programme ISAD constituent une aide gouvernementale, plutôt qu'un prêt. Nous avons déposé des avis d'opposition aux avis de cotisation de l'ARC, suivis d'un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt.

En septembre 2021, la Cour canadienne de l'impôt a rendu sa décision, qui était favorable à la nouvelle cotisation initiale de l'ARC et a jugé que les montants reçus dans le cadre du programme ISAD étaient admissibles à titre d'aide gouvernementale. Nous avons par la suite déposé un appel de la décision de la Cour canadienne de l'impôt auprès de la Cour d'appel fédérale. En octobre 2022, la Cour d'appel fédérale a rendu une décision dans laquelle elle a rejeté l'appel. En décembre 2022, nous avons déposé une demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada.

Nous n'avons pas comptabilisé l'incidence des avis de cotisation de l'ARC dans nos états financiers consolidés de la période close le 31 décembre 2022. Étant donné que l'appel ne visait pas à réduire notre facture fiscale définitive, mais plutôt à contester le calendrier des déductions sur la base de la caractérisation fiscale, la nouvelle cotisation n'aura pas d'effet négatif important sur nos charges financières et notre charge d'impôt globales, mais affectera principalement le calendrier des paiements d'impôts.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, les ajustements des répartitions préliminaires du prix d'achat des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2022 ont donné lieu à des augmentations des immobilisations incorporelles de 22,7 millions \$, des passifs courants de 3,5 millions \$ et des autres passifs non courants de 2,8 millions \$, ainsi qu'à des diminutions des actifs courants de 11,4 millions \$, des autres actifs non courants de 2,9 millions \$ et des actifs d'impôt différé de 2,1 millions \$.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, nous avons terminé notre évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT), acquise au cours de l'exercice 2022. En outre, des contreparties en espèces de 6,4 millions \$ ont été versées pour une acquisition réalisée au cours de l'exercice 2021.

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du troisième trimestre clos le 31 décembre 2022, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière passent périodiquement en revue l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information et les évaluent chaque trimestre. À la clôture du troisième trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons acquis AirCentre. Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le chef de la direction et la chef de la direction financière de la Société ont limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE de façon à exclure les contrôles, politiques et procédures d'AirCentre pendant une période maximale de un an à compter de leur acquisition. Nous avons entrepris l'intégration de leurs contrôles internes, politiques et procédures, et nous avons incorporé les contrôles internes à l'égard des processus importants propres à l'acquisition qui, à notre avis, sont appropriés et nécessaires au regard du niveau d'intégration connexe. Au fur et à mesure que l'intégration postérieure à la clôture se poursuit, nous continuerons d'examiner les contrôles et processus internes avec ceux de CAE.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, l'apport d'AirCentre aux états financiers consolidés a été de 4 % des produits des activités ordinaires consolidés, de 8 % du résultat opérationnel sectoriel ajusté et de 10 % du résultat net. De plus, au 31 décembre 2022, le total de l'actif et le total du passif d'AirCentre représentaient 6 % et 1 %, respectivement, du total consolidé de l'actif et du passif.

12. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)	T1	T2	T3	T4	Cumul de l'exercice
Exercice 2023					
Produits des activités ordinaires	933,3	993,2	1 020,3	1)	2 946,8 \$
Résultat net	3,7	46,3	80,0	1)	130,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1,7	44,5	78,1	1)	124,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,0	1,8	1,9	1)	5,7 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,01	0,14	0,25	1)	0,39 \$
RPA ajusté	0,06	0,19	0,28	1)	0,53 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	317,1	317,8	317,9	1)	317,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,2	318,4	318,3	1)	318,3
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,28	1,30	1,36	1)	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,36	1,31	1,38	1)	1,35
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,61	1,54	1,59	1)	1,58
Exercice 2022					
Produits des activités ordinaires	752,7	814,9	848,7	955,0	3 371,3 \$
Résultat net	47,3	17,2	28,4	57,1	150,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	46,4	14,0	26,2	55,1	141,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,9	3,2	2,2	2,0	8,3 \$
RPA de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,04	0,08	0,17	0,46 \$
RPA dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	0,04	0,08	0,17	0,45 \$
RPA ajusté	0,19	0,17	0,19	0,29	0,84 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	293,6	316,5	316,9	317,0	311,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	295,8	318,7	318,7	318,5	312,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,23	1,26	1,26	1,27	1,25
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,48	1,44	1,42	1,46
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,74	1,70	1,70	1,71
Exercice 2021					
Produits des activités ordinaires	550,5	704,7	832,4	894,3	2 981,9 \$
Résultat net	(110,0)	(6,0)	49,7	18,8	(47,5) \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(110,6)	(5,2)	48,8	19,8	(47,2) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,6	(0,8)	0,9	(1,0)	(0,3) \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(0,42)	(0,02)	0,18	0,07	(0,17) \$
RPA ajusté	(0,11)	0,13	0,22	0,22	0,47 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	265,7	265,8	271,7	285,2	272,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,7	265,8	273,0	287,3	272,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,39	1,33	1,30	1,27	1,32
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,53	1,56	1,55	1,53	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,72	1,72	1,75	1,73

¹⁾ Non disponible.

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
		2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires	3	1 020,3 \$	848,7 \$	2 946,8 \$	2 416,3 \$
Coût des ventes		722,3	606,2	2 142,3	1 732,4
Marge brute		298,0 \$	242,5 \$	804,5 \$	683,9 \$
Frais de recherche et de développement		30,2	31,7	103,1	85,9
Frais de vente, généraux et d'administration		138,1	117,5	411,2	345,5
Autres (profits) et pertes	4	(6,7)	(6,3)	(12,3)	(16,1)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	3	(14,4)	(13,1)	(33,9)	(33,2)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	5	4,9	47,2	49,0	110,9
Résultat opérationnel		145,9 \$	65,5 \$	287,4 \$	190,9 \$
Charges financières – montant net	6	48,8	34,5	126,3	98,1
Résultat avant impôt sur le résultat		97,1 \$	31,0 \$	161,1 \$	92,8 \$
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat		17,1	2,6	31,1	(0,1)
Résultat net		80,0 \$	28,4 \$	130,0 \$	92,9 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		78,1 \$	26,2 \$	124,3 \$	86,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,9	2,2	5,7	6,3
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	8	0,25 \$	0,08 \$	0,39 \$	0,28 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les	
	2022	2021	2022	2021
Résultat net	80,0 \$	28,4 \$	130,0 \$	92,9 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	18,6 \$	(22,7) \$	310,5 \$	(10,9) \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	30,3	2,2	(113,0)	(5,3)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(3,8)	(1,1)	(6,2)	(4,3)
(Perte) gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(4,7)	9,5	(10,2)	(8,2)
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	9,5	(12,1)	(11,5)	(12,0)
Impôt sur le résultat	(0,2)	2,5	12,2	3,0
	49,7 \$	(21,7) \$	181,8 \$	(37,7) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	8,8 \$	(20,9) \$	55,7 \$	15,2 \$
Impôt sur le résultat	(2,4)	5,6	(14,9)	(3,9)
	6,4 \$	(15,3) \$	40,8 \$	11,3 \$
Autres éléments du résultat global	56,1 \$	(37,0) \$	222,6 \$	(26,4) \$
Total du résultat global	136,1 \$	(8,6) \$	352,6 \$	66,5 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	133,9 \$	(10,4) \$	343,1 \$	60,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	1,8	9,5	6,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	31 décembre	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2022	2022
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	191,6 \$	346,1 \$
Créances clients	616,0	556,9
Actifs sur contrat	629,2	608,3
Stocks	598,8	519,8
Acomptes	74,4	56,7
Impôt sur le résultat à recouvrer	57,6	33,2
Actifs financiers dérivés	11,2	27,6
Total de l'actif courant	2 178,8 \$	2 148,6 \$
Immobilisations corporelles	2 352,8	2 129,3
Actifs au titre des droits d'utilisation	393,6	373,0
Immobilisations incorporelles	4 040,1	3 796,3
Investissement dans les participations mises en équivalence	515,2	454,0
Actifs au titre des avantages du personnel	28,9	—
Actifs d'impôt différé	119,1	117,4
Actifs financiers dérivés	12,3	10,5
Autres actifs non courants	631,6	549,7
Total de l'actif	10 272,4 \$	9 578,8 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	917,3 \$	975,1 \$
Provisions	26,1	36,7
Impôt sur le résultat à payer	38,2	22,7
Passifs sur contrat	971,9	788,3
Partie courante de la dette à long terme	220,9	241,8
Passifs financiers dérivés	66,0	26,6
Total du passif courant	2 240,4 \$	2 091,2 \$
Provisions	20,0	20,6
Dette à long terme	3 043,7	2 804,4
Obligations au titre des redevances	125,6	126,0
Obligations au titre des avantages du personnel	89,6	109,7
Passifs d'impôt différé	106,1	93,7
Passifs financiers dérivés	7,6	1,0
Autres passifs non courants	184,6	245,6
Total du passif	5 817,6 \$	5 492,2 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 242,7 \$	2 224,7 \$
Surplus d'apport	41,2	38,6
Cumul des autres éléments du résultat global	146,8	(31,2)
Résultats non distribués	1 942,7	1 777,6
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 373,4 \$	4 009,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	81,4	76,9
Total des capitaux propres	4 454,8 \$	4 086,6 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 272,4 \$	9 578,8 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du résultat global		Participations ne donnant pas le contrôle		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
<i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2022</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)								
Solides au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	124,3 \$	124,3 \$	5,7 \$	130,0 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	178,0	40,8	218,8	3,8	222,6
Total du résultat global	—	— \$	— \$	178,0 \$	165,1 \$	343,1 \$	9,5 \$	352,6 \$
Exercice d'options sur actions	835 392	18,0	(2,5)	—	—	15,5	—	15,5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	5,1	—	—	5,1	—	5,1
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,0)	(5,0)
Solides au 31 décembre 2022	317 859 515	2 242,7 \$	41,2 \$	146,8 \$	1 942,7 \$	4 373,4 \$	81,4 \$	4 454,8 \$
<i>Période de neuf mois close le 31 décembre 2021</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)								
Solides au 31 mars 2021	293 355 463	1 516,2 \$	22,5 \$	58,1 \$	1 543,7 \$	3 140,5 \$	72,3 \$	3 212,8 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	86,6 \$	86,6 \$	6,3 \$	92,9 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(37,5)	11,3	(26,2)	(0,2)	(26,4)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(37,5) \$	97,9 \$	60,4 \$	6,1 \$	66,5 \$
Émission d'actions ordinaires suite à la conversion des reçus de souscription	22 400 000	677,2	12,5	—	—	689,7	—	689,7
Exercice d'options sur actions	1 227 885	30,5	(4,0)	—	—	26,5	—	26,5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	6,6	—	—	6,6	—	6,6
Transfert des pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises	—	—	—	14,8	—	14,8	—	14,8
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2,4)	(2,4)
Solides au 31 décembre 2021	316 983 348	2 223,9 \$	37,6 \$	35,4 \$	1 641,6 \$	3 938,5 \$	76,0 \$	4 014,5 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2022	2021
Activités opérationnelles			
Résultat net		130,0 \$	92,9 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	3	252,8	229,6
Dépréciation (reprise) d'actifs non financiers – montant net	3	(4,0)	33,7
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		(33,9)	(33,2)
Impôt sur le résultat différé		(0,3)	(18,1)
Crédits d'impôt à l'investissement		0,4	(21,4)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions		(5,7)	3,3
Régimes de retraite à prestations définies		6,2	10,0
Autres passifs non courants		(13,5)	(32,8)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		9,4	8,1
Autres		23,0	40,4
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	(136,6)	(101,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		227,8 \$	211,4 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	2	(6,4) \$	(1 384,8) \$
Acquisition d'un investissement dans une participation mise en équivalence		—	(4,3)
Dépenses en immobilisations corporelles	3	(205,9)	(197,5)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		4,8	8,1
Avances versées sur immobilisations corporelles		(30,1)	—
Dépenses en immobilisations incorporelles	3	(89,9)	(64,4)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence		(10,5)	(19,9)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		20,3	20,6
Autres		(5,0)	(2,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(322,7) \$	(1 644,6) \$
Activités de financement			
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		8,6 \$	— \$
Produit tiré de la dette à long terme		22,1	422,4
Remboursement sur la dette à long terme		(55,7)	(60,9)
Remboursement sur les obligations locatives		(62,1)	(75,5)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		15,5	695,5
Autres		(1,8)	(3,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(73,4) \$	978,5 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		13,8 \$	(7,9) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(154,5) \$	(462,6) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		346,1	926,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		191,6 \$	463,5 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 14 février 2023.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise de technologie, CAE tire parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique.

CAE inc. et ses filiales (ou la Société) gèrent leurs activités en trois secteurs :

- (i) Aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des logiciels de gestion, de solutions d'activités de formation et d'optimisation des équipages de bout en bout;
- (ii) Défense et Sécurité – Une entreprise mondiale de formation et de simulation, peu importe la plateforme, assurant la préparation aux missions en intégrant des systèmes et solutions dans les cinq domaines pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Fournit aux étudiants du domaine de la santé et aux professionnels cliniques des solutions innovatrices, intégrées et virtuelles d'enseignement et de formation, incluant la simulation d'intervention et d'échographie, des programmes de formation, des solutions de débriefing audiovisuelles, des plateformes de gestion des centres, ainsi que des simulateurs de patients.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions ordinaires de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

L'entreprise, les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie de la Société sont tributaires de certaines tendances saisonnières. Dans le secteur de l'Aviation civile, le niveau de formation dispensé dépend de la disponibilité des pilotes à s'entraîner, qui tend à être inférieure au deuxième trimestre, ceux-ci effectuant plus d'heures de vol et consacrant moins de temps à la formation, ce qui entraîne une baisse des produits des activités ordinaires. Dans le secteur de la Défense et Sécurité, les produits des activités ordinaires et les encaissements sont habituellement plus élevés au cours du deuxième semestre de l'exercice puisque l'attribution des contrats et la disponibilité du financement dépendent du cycle budgétaire du gouvernement, lequel, aux États-Unis, est fondé sur une fin d'exercice en septembre.

Toutefois, en raison des incidences continues de la pandémie de COVID-19, il n'est pas attendu que les résultats suivent les tendances historiques.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Certains amendements aux normes comptables ont été appliqués pour la première fois le 1^{er} avril 2022, mais n'ont pas eu d'impact sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers-intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés intermédiaires et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2022.

NOTE 2 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, les ajustements aux répartitions préliminaires du prix d'achat des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2022 ont donné lieu à des augmentations des immobilisations incorporelles de 22,7 millions \$, des passifs courants de 3,5 millions \$ et des autres passifs non courants de 2,8 millions \$, ainsi qu'à des diminutions des actifs courants de 11,4 millions \$, des autres actifs non courants de 2,9 millions \$ et des actifs d'impôt différé de 2,1 millions \$.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, la Société a terminé son évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de la division Formation militaire de L3Harris Technologies (L3H MT) acquise au cours de l'exercice 2022. En outre, des contreparties en espèces de 6,4 millions \$ ont été versées pour une acquisition réalisée au cours de l'exercice 2021.

NOTE 3 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients par secteur d'activité, par produits et services et par secteur géographique, car elle estime que cette méthode décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel ajusté. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et d'autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Il donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers se composent de la reprise de dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (note 5).

Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

	Aviation civile		Défense et Sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021		
<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>								
Produits des activités ordinaires externes	517,4 \$	390,1 \$	452,5 \$	426,5 \$	50,4 \$	32,1 \$	1 020,3 \$	848,7 \$
Dotations aux amortissements	63,5	55,5	21,7	21,1	3,1	3,3	88,3	79,9
Dépréciation (reprise) d'actifs non financiers – montant net	(2,5)	16,6	(5,8)	0,9	(0,5)	4,9	(8,8)	22,4
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	13,1	11,8	1,3	1,3	—	—	14,4	13,1
Résultat opérationnel	117,2	57,1	24,9	16,5	3,8	(8,1)	145,9	65,5
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	131,4	83,4	25,4	32,0	3,8	(2,7)	160,6	112,7

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
	Produits des activités ordinaires externes	1 505,0	\$ 1 185,1	\$ 1 308,2	\$ 1 132,6	\$ 133,6	\$ 98,6	\$ 2 946,8
Dotation aux amortissements	179,4	166,4	63,6	53,3	9,8	9,9	252,8	229,6
Dépréciation (reprise) d'actifs non financiers – montant net	0,4	27,1	(4,6)	1,9	0,2	4,7	(4,0)	33,7
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	30,6	27,6	3,3	5,6	—	—	33,9	33,2
Résultat opérationnel	281,0	166,0	6,7	30,2	(0,3)	(5,3)	287,4	190,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	322,4	218,4	22,6	82,4	1,2	1,0	346,2	301,8

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>Trimestres clos les 31 décembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Résultat opérationnel	117,2	\$ 57,1	\$ 24,9	\$ 16,5	\$ 3,8	\$ (8,1)	\$ 145,9	\$ 65,5
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 5)	11,2	26,3	(6,3)	15,5	—	5,4	4,9	47,2
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :								
Reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (note 5)	3,0	—	6,8	—	—	—	9,8	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	131,4	\$ 83,4	\$ 25,4	\$ 32,0	\$ 3,8	\$ (2,7)	\$ 160,6	\$ 112,7

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Santé		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Résultat opérationnel	281,0	\$ 166,0	\$ 6,7	\$ 30,2	\$ (0,3)	\$ (5,3)	\$ 287,4	\$ 190,9
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 5)	38,4	52,4	9,1	52,2	1,5	6,3	49,0	110,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :								
Reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation (note 5)	3,0	—	6,8	—	—	—	9,8	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	322,4	\$ 218,4	\$ 22,6	\$ 82,4	\$ 1,2	\$ 1,0	\$ 346,2	\$ 301,8

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles (excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises), s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Aviation civile	80,5	\$ 83,3	\$ 254,9	\$ 215,9
Défense et Sécurité	10,4	15,5	32,3	33,6
Santé	2,1	3,6	8,6	12,4
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	93,0	\$ 102,4	\$ 295,8	\$ 261,9

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	31 décembre 2022	31 mars 2022
Actif utilisé		
Aviation civile	5 802,6 \$	5 269,6 \$
Défense et Sécurité	3 348,8	3 163,1
Santé	314,7	269,2
Actif non inclus dans l'actif utilisé	806,3	876,9
Total de l'actif	10 272,4 \$	9 578,8 \$
Passif utilisé		
Aviation civile	1 129,3 \$	1 012,7 \$
Défense et Sécurité	834,3	824,8
Santé	61,1	64,9
Passif non inclus dans le passif utilisé	3 792,9	3 589,8
Total du passif	5 817,6 \$	5 492,2 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits	405,5 \$	339,0 \$	1 178,4 \$	992,2 \$
Formation et services	614,8	509,7	1 768,4	1 424,1
Total des produits des activités ordinaires externes	1 020,3 \$	848,7 \$	2 946,8 \$	2 416,3 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers, des actifs d'impôt différé et des actifs au titre des avantages du personnel, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est présenté par zone géographique en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société.

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	88,8 \$	102,4 \$	266,3 \$	253,8 \$
États-Unis	551,8	420,3	1 576,4	1 178,5
Royaume-Uni	69,3	54,7	189,2	145,0
Autres pays d'Amérique	22,0	15,3	64,0	47,7
Europe	138,5	148,9	395,3	350,7
Asie	125,2	87,6	383,9	368,9
Océanie et Afrique	24,7	19,5	71,7	71,7
	1 020,3 \$	848,7 \$	2 946,8 \$	2 416,3 \$

	31 décembre 2022	31 mars 2022
Actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel		
Canada	1 631,0 \$	1 570,8 \$
États-Unis	3 991,1	3 554,2
Royaume-Uni	377,1	370,4
Autres pays d'Amérique	173,4	177,0
Europe	962,3	916,3
Asie	533,7	498,1
Océanie et Afrique	112,7	79,5
	7 781,3 \$	7 166,3 \$

NOTE 4 – AUTRES (PROFITS) ET PERTES

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Profit net sur les écarts de conversion	(4,9) \$	(1,2) \$	(12,6) \$	(3,5) \$
Réévaluation de la contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	—	—	2,6	—
Autres	(1,8)	(5,1)	(2,3)	(12,6)
Autres (profits) et pertes	(6,7) \$	(6,3) \$	(12,3) \$	(16,1) \$

NOTE 5 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Coûts d'intégration et d'acquisition	15,0 \$	20,5 \$	51,3 \$	64,2 \$
Dépréciation d'actifs non financiers – montant net	—	20,7	2,3	30,6
Indemnités de cessation d'emploi et autres coûts liés au personnel	(0,3)	2,6	2,4	4,6
Autres coûts	—	3,4	2,8	11,5
Reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation	(9,8)	—	(9,8)	—
Total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	4,9 \$	47,2 \$	49,0 \$	110,9 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition associés à l'acquisition de L3H MT au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 0,3 millions \$ et 16,1 millions \$ (2021 – 17,4 millions \$ et 54,3 millions \$) respectivement et ceux associés à l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre) au cours de l'exercice 2022 se sont élevés à 13,6 millions \$ et 35,4 millions \$ (2021 – néant), respectivement.

Reprise de la dépréciation d'actifs non financiers suite à leur réaffectation et optimisation

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2022, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition incluent des profits sur la reprise de la dépréciation d'une immobilisation incorporelle de 6,8 millions \$ dans le secteur de la Défense et Sécurité ainsi que des immobilisations corporelles de 3,0 millions \$ dans le secteur de l'Aviation civile, suite à leur réaffectation et optimisation et des nouveaux contrats et opportunités avec des clients.

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

Prorogation du prêt à terme

En septembre 2022, la Société a prorogé l'échéance d'un prêt à terme portant intérêt variable de 175,0 millions \$ US de juillet 2023 à juillet 2024.

Modifications de la facilité de crédit renouvelable

En octobre 2022, la Société a modifié sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 850,0 millions \$ US afin d'augmenter la capacité totale à 1,0 milliard \$ US et de proroger l'échéance d'un an jusqu'en septembre 2027. En outre, la Société a résilié sa facilité de crédit renouvelable non garantie complémentaire de 300,0 millions \$, qui ne comportait aucun emprunt et arrivait à échéance en avril 2023.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	40,5 \$	26,4 \$	103,1 \$	77,2 \$
Obligations locatives	4,9	3,9	12,8	12,1
Obligations au titre des redevances	2,9	3,0	8,7	8,9
Obligations au titre des avantages du personnel	0,8	1,3	2,5	3,9
Autres	5,4	4,3	15,3	10,9
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,8)	(1,9)	(6,3)	(4,9)
Charges financières	52,7 \$	37,0 \$	136,1 \$	108,1 \$
Produits financiers :				
Prêts et investissement dans des contrats de location-financement	(3,0) \$	(2,1) \$	(7,8) \$	(6,9) \$
Autres	(0,9)	(0,4)	(2,0)	(3,1)
Produits financiers	(3,9) \$	(2,5) \$	(9,8) \$	(10,0) \$
Charges financières – montant net	48,8 \$	34,5 \$	126,3 \$	98,1 \$

NOTE 7 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La comptabilisation de la participation gouvernementale s'établit comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Portée au crédit des actifs non financiers	5,5 \$	5,8 \$	14,4 \$	13,0 \$
Portée au crédit du résultat net	6,3	5,9	18,6	29,0
	11,8 \$	11,7 \$	33,0 \$	42,0 \$

NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION

Calcul du résultat par action

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	317 854 872	316 896 601	317 589 270	309 061 307
Effet dilutif des options sur actions	447 521	1 824 883	722 116	2 008 658
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	318 302 393	318 721 484	318 311 386	311 069 965

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, des options sur actions visant l'acquisition de 3 221 550 actions ordinaires (2021 – 688 830) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, des options sur actions visant l'acquisition de 2 167 025 actions ordinaires (2021 – 645 030) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif.

NOTE 9 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2022	2021
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	(9,7) \$	77,2 \$
Actifs sur contrat	(5,0)	(12,5)
Stocks	(84,0)	93,2
Acomptes	(18,4)	(4,3)
Impôt sur le résultat	(23,3)	(28,7)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(94,2)	(125,0)
Provisions	(11,9)	(22,5)
Passifs sur contrat	109,9	(78,5)
	(136,6) \$	(101,1) \$

Information supplémentaire :

<i>Périodes de neuf mois closes les 31 décembre</i>	2022	2021
Intérêts payés	120,2 \$	61,5 \$
Intérêts reçus	9,6	10,6
Impôt sur le résultat payé	26,0	40,3

NOTE 10 – ÉVENTUALITÉS

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu des avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) concernant le traitement par la Société des montants reçus du programme de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) au cours de ses années d'imposition 2012 et 2013. Dans le cadre du programme ISAD, la Société a reçu des fonds du gouvernement du Canada pour des dépenses admissibles liées à des projets de R-D, sous forme d'un prêt portant intérêt et remboursable sans condition, dont la Société a commencé à rembourser le principal et les intérêts au cours de l'exercice 2016, conformément aux modalités du programme. L'ARC a statué que les montants reçus en vertu du programme ISAD constituent une aide gouvernementale, plutôt qu'un prêt. La Société a déposé des avis d'opposition aux cotisations de l'ARC, suivis d'un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt.

En septembre 2021, la Cour canadienne de l'impôt a rendu sa décision, qui était favorable à la nouvelle cotisation initiale de l'ARC et a jugé que les montants reçus dans le cadre du programme ISAD étaient admissibles à titre d'aide gouvernementale. La Société a par la suite déposé un appel de la décision de la Cour canadienne de l'impôt auprès de la Cour d'appel fédérale. En octobre 2022, la Cour d'appel fédérale a rendu une décision dans laquelle elle a rejeté l'appel. En décembre 2022, la Société a déposé une demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada.

La Société n'a pas comptabilisé l'incidence des avis de cotisation de l'ARC dans ses états financiers consolidés de la période close le 31 décembre 2022. Étant donné que l'appel ne visait pas à réduire la facture fiscale définitive de la Société, mais plutôt à contester le calendrier des déductions sur la base de la caractérisation fiscale, la nouvelle cotisation n'aura pas d'effet négatif important sur les charges financières et la charge d'impôt globales de la Société, mais affectera principalement le calendrier des paiements d'impôts.

NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des données de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des obligations au titre des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- vi) La juste valeur des contreparties conditionnelles découlant de regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

	Niveau	31 décembre 2022		31 mars 2022	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	191,6 \$	191,6 \$	346,1 \$	346,1 \$
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	2,0	2,0	1,9	1,9
Swaps sur actions	Niveau 2	(22,5)	(22,5)	(13,0)	(13,0)
Contrats de change à terme	Niveau 2	(15,3)	(15,3)	7,0	7,0
Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Niveau 3	—	—	(3,7)	(3,7)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps sur actions	Niveau 2	(1,1)	(1,1)	—	—
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	13,3	13,3	8,2	8,2
Contrats de change à terme	Niveau 2	(24,5)	(24,5)	8,3	8,3
Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti					
Créances clients ⁽¹⁾	Niveau 2	558,3	558,3	501,7	501,7
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	138,4	135,2	118,7	124,4
Acomptes à un placement de portefeuille	Niveau 2	10,5	10,5	10,5	10,5
Autres actifs ⁽²⁾	Niveau 2	24,4	24,4	25,0	25,0
Dettes fournisseurs et charges à payer ⁽³⁾	Niveau 2	(728,0)	(728,0)	(696,6)	(696,6)
Total de la dette à long terme ⁽⁴⁾	Niveau 2	(2 848,4)	(2 820,7)	(2 658,8)	(2 765,4)
Autres passifs non courants ⁽⁵⁾	Niveau 2	(141,9)	(131,6)	(151,8)	(164,5)
Actifs financiers à la JVAERG					
Placements en actions	Niveau 3	1,4	1,4	1,4	1,4
		(2 841,8) \$	(2 807,0) \$	(2 495,1) \$	(2 608,7) \$

⁽¹⁾ Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.

⁽²⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

⁽³⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁽⁴⁾ Compte non tenu des obligations locatives. La valeur comptable de la dette à long terme exclut les coûts de transaction.

⁽⁵⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2022, les changements dans les instruments financiers de niveau 3 s'établissent comme suit :

	Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Placements en actions	Total
Montants au 31 mars 2022	(3,7) \$	1,4 \$	(2,3) \$
Total des pertes réalisées et latentes inclus dans le résultat net	(2,7)	—	(2,7)
Règlement	6,4	—	6,4
Montants au 31 décembre 2022	— \$	1,4 \$	1,4 \$

NOTE 12 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les soldes en cours de la Société auprès de ses participations mises en équivalence s'établissent comme suit :

	31 décembre	31 mars
	2022	2022
Créances clients	60,2 \$	49,7 \$
Actifs sur contrat	26,4	23,0
Autres actifs non courants	18,5	12,8
Dettes fournisseurs et charges à payer	12,4	5,1
Passifs sur contrat	73,1	46,5
Autres passifs non courants	1,6	1,5

Les transactions de la Société avec ses participations mises en équivalence s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires	38,7 \$	29,6 \$	143,3 \$	75,8 \$
Achats	1,0	—	2,8	1,4
Autres produits	0,3	0,2	1,0	0,7

